GESTION ET TRANSMISSION DU PATRIMOINE PROFESSIONNEL

WEBINAIRE 4 MARS 2024

JACQUES DUHEM

1

PROPOS LIMINAIRES

@ FAC & ASSOCIÉS

2

2

FAC&ASSOCIES 2024

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS DE PME

3

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ FISCALE FAC & Associés CEP 4 MARS 2024

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

REMUNERATION POUR LA GESTION DU MANDAT

VS

REMUNERATION POUR LA REALISATION DE FONCTIONS TECHNIQUES

Qui dispose des pouvoirs pour décider ?

Comment effectuer la répartition ?

@ FAC & ASSOCIÉS 4

4

©FAC&ASSOCIES

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

PROFESSIONS LIBERALES

IS → IS → SEL → SDC

5

IMPOSITION DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES EXERÇANT EN SEL

Un peu d'histoire

16/09/96
RM Cousin
Gér. majo SELARL = art. 62
Gér. mino SELARL = T&S

12/09/12
Reprise de la RM Cousin au BOFiP
Gér. majo SELARL = art. 62
Gér. mino SELARL = T&S

16/10/13
Associé de SELAFA
Pas de lien de subordination = BNC

08/12/17
Associé de SELAS
Mandat = T&S = 154 bis impossible
Activité lib. sans LdS = BNC = 154 bis possible

15/12/22
Abandon RM Cousin
Mandat SELAS/SELAFA = T&S
Mandat SELARL majo = art. 62
Activité lib. sans LdS = BNC
Activité lib. avec LdS = T&S

05/01/23
Report de la réforme au 1er janvier 2024

27/12/23
Instruction publiée au BOFiP

6

©FAC&ASSOCIES

IMPOSITION DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES EXERÇANT EN SEL

En résumé

Forme juridique	Statut de l'associé	Rémunération du mandat social	Rémunération de l'activité libérale	
			Sans lien de subordination	Avec lien de subordination
SELAS ou SELAFA	n/a	Fiscal : T&S Social : AS Madelin = Non	Fiscal : BNC Social : TNS Madelin = Oui	Fiscal : T&S Social : ? Madelin = Non
SELARL OU SELCA	Gérant minoritaire	Fiscal : T&S Social : AS Madelin = Non	Fiscal : BNC Social : TNS Madelin = Oui	Fiscal : T&S Social : ? Madelin = Non
	Gérant majoritaire	Fiscal : art. 62 Social : TNS Madelin = Oui	Fiscal : BNC Social : TNS Madelin = Oui	Fiscal : T&S Social : ? Madelin = Non
	Non gérant	n/a	Fiscal : BNC Social : TNS Madelin = Oui	Fiscal : T&S Social : ? Madelin = Non

IMPOSITION DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES EXERÇANT EN SEL

Distinction entre salaire, rémunération de gérant (art. 62) et BNC

Revenu catégoriel	Salaire	Rémunération de gérance (Art 62)	BNC
Application du régime micro (abattement 34%)	Impossible	Impossible	Possible
Déduction forfaitaire pour frais pro (14 171 € max en 2023)	Possible	Possible	Impossible
Déduction réelle pour frais pro	Possible	Possible	Possible
Déductibilité Madelin (CGI art. 154 bis)	Impossible	Possible	Possible si régime réel
Déclaration 2042	1AJ	1GB	5KU micro BNC 5JG réel
Forme du prélèvement à la source	Retenue	Acompte	Acompte

FAC&ASSOCIES 2024

IMPOSITION DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES EXERÇANT EN SEL

BOI-RES-BNC-000136

01	Comment distinguer rémunération du mandat et rémunération des fonctions techniques ?	**Au cas par cas** À titre pratique, rémunération du mandat = 5%
02	L'associé devra-t-il détenir un numéro de SIREN pour son activité technique ?	**Oui** Formalités via le guichet unique
03	L'associé devra-t-il être immatriculé en tant qu'entrepreneur individuel ?	**Non**
04	La rémunération des fonctions techniques doit-elle faire l'objet d'une facturation soumise à TVA ?	**Non**
05	L'associé d'une SEL peut-il relever du régime micro-BNC ?	**Oui** (si CA_{N-2} et CA_{N-1} inférieurs au seuil)

9

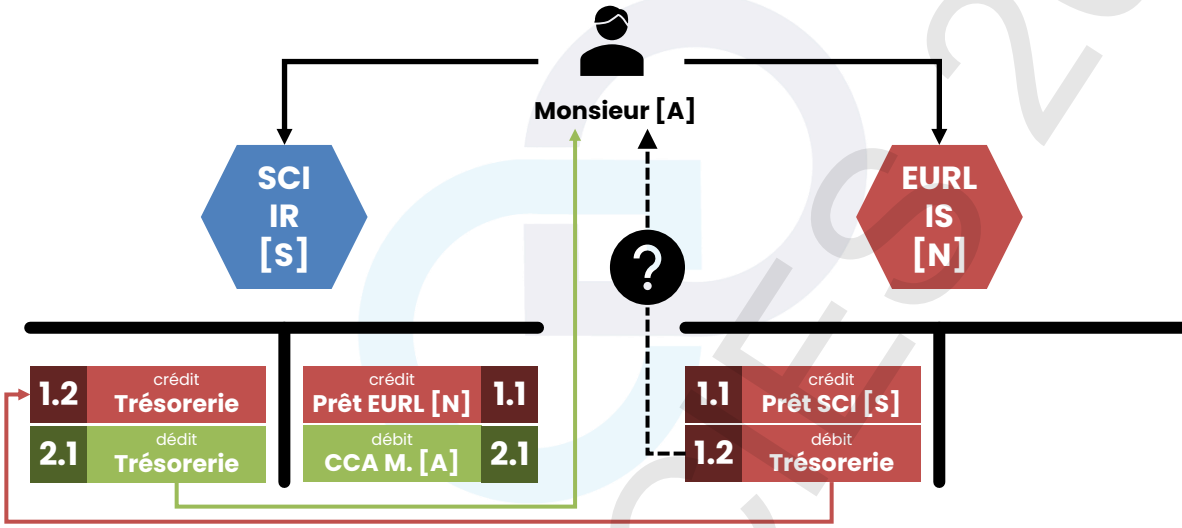
REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

10

FAC & ASSOCIÉS 2024

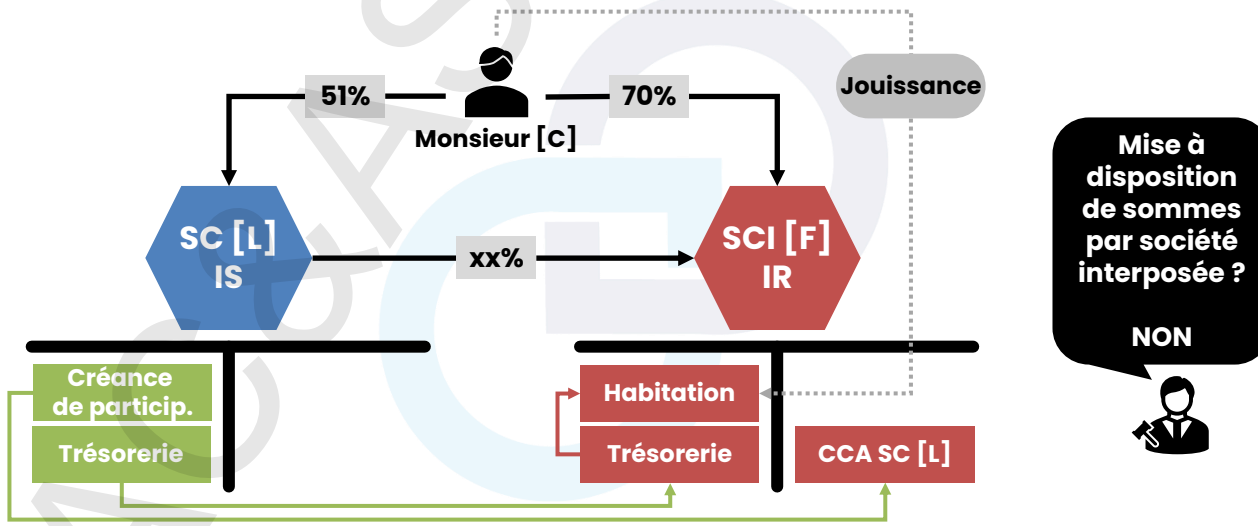
LE PRÊT D'UNE SOCIÉTÉ À UNE AUTRE POUR PERMETTRE LE REMBOURSEMENT DU CCA DE L'ASSOCIÉ COMMUN CONSTITUE UNE DISTRIBUTION TAXABLE

CE n°469717 15/06/2023



PAS DE PRÉSOMPTION DE DISTRIBUTION PAR INTERPOSITION DE SOCIÉTÉ

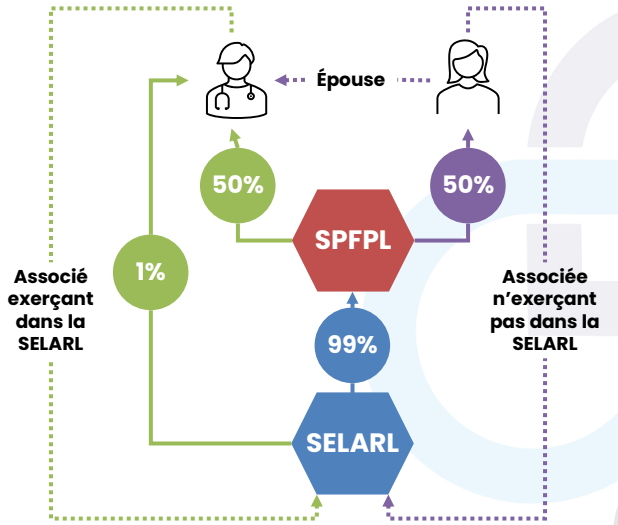
CAA Versailles n°21VE02251 19/09/2023



©FAC&ASSOCIES

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES À UNE SPFPL

Cass. com. n°21-20.366 19/10/2023



Dividende brut distribué par la SELARL	100
Dividende perçu par l'associé #01	1
Dividende perçu par l'associé #02	Ø
Dividende perçu par la SPFPL	99

CARCDSF

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES À UNE SPFPL

Cass. com. n°21-20.366 19/10/2023

01	L'article L131-6 était-il rédigé différemment lors des faits ?	Sur la forme, oui… Mais sur le fond, non !
02	Cet arrêt se limite-t-il aux dividendes versés par une SELARL ?	Non, tous les travailleurs indépendants sont concernés
03	Cet arrêt se limite-t-il aux dividendes versés aux SPFPL ?	Non, la forme de la holding n'est pas retenue par l'arrêt
04	Le fait que le résultat de la filiale résulte du travail exclusif de l'associé est-il important ?	Oui, c'est un élément clé retenu par la Cour
05	Le fait que cela concerne une profession réglementée a-t-il un impact ?	Probablement, c'est un praticien opérationnel ordinal

©FAC&ASSOCIES

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES À UNE SPFPL

Cass. com. n°21-20.366 19/10/2023

06	Quelle fraction de dividende est assujettie à cotisations sociales ?	10% du capital(1) de la filiale détenue indirectement(2)
07	Qui doit supporter les cotisations sociales sur dividendes ?	Le travailleur indépendant à titre personnel
08	Comment gérer le dividende versé par la holding par la suite ?	Il y a un risque de double assujettissement…
09	Comment (ré)agir à la suite de cet arrêt de la Cour de cassation ?	Prudence, analysons les faits, faisons un rescrit social

(1) Majoré des CCA et primes d'émission
(2) Par le travailleur indépendant, son conjoint/partenaire et ses enfant(s) mineur(s)

L'OPTION POUR LE BARÈME EN LIEU ET PLACE DU PFU EST IRRÉVOCABLE

RM KLINKERT n°3778 JOAN 24/10/2023

	N	N+1	N+2	N+3
Sans option	RCM = 12,8% PVVM = Ø	2OP COCHEZ ☐ RCM = libératoire PVVM = 12,8%		2OP COCHEZ ☒ Option possible a posteriori
Avec option	RCM = 12,8% PVVM = Ø	2OP COCHEZ ☒ RCM = IR(1) - 12,8% PVVM = IR(1)		2OP COCHEZ ☒ Option irrévocable

(1) = IR résultat du barème après déduction des éventuels abattements

©FAC&ASSOCIES

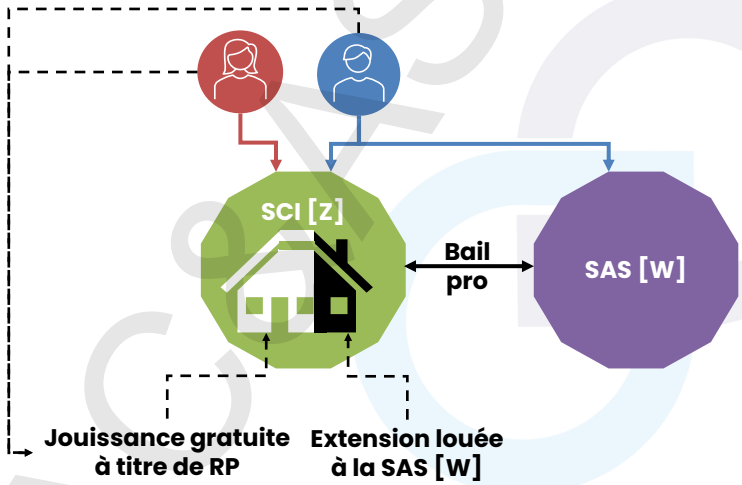
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

17

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ FISCALE — FAC & Associés — REVENUS FONCIERS

FICTIVITÉ DU BAIL À LA SUITE D'UNE PROCÉDURE DE VISITE DES LIEUX

CAD Aff. n° 2023-03 06/10/2023



Vérification
Procédure de visite des lieux

Bail fictif
Usage exclusif de RP

ABUS DE DROIT
Absence de Revenus fonciers
Pas de déduction de TVA

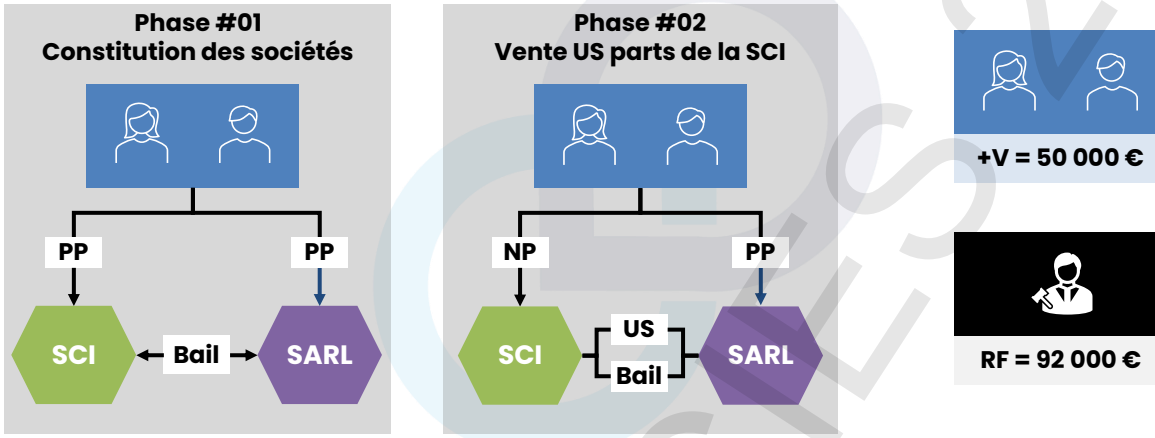
18

©FAC&ASSOCIES

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ FISCALE — FAC & Associés — REVENUS FONCIERS

CESSION D'UN USUFRUIT À DURÉE FIXE : LA VALEUR VÉNALE DE L'USUFRUIT PEUT CONSTITUER LA BASE TAXABLE AU TITRE DES REVENUS FONCIERS

CAA Versailles n°21VE01172 20/02/2023

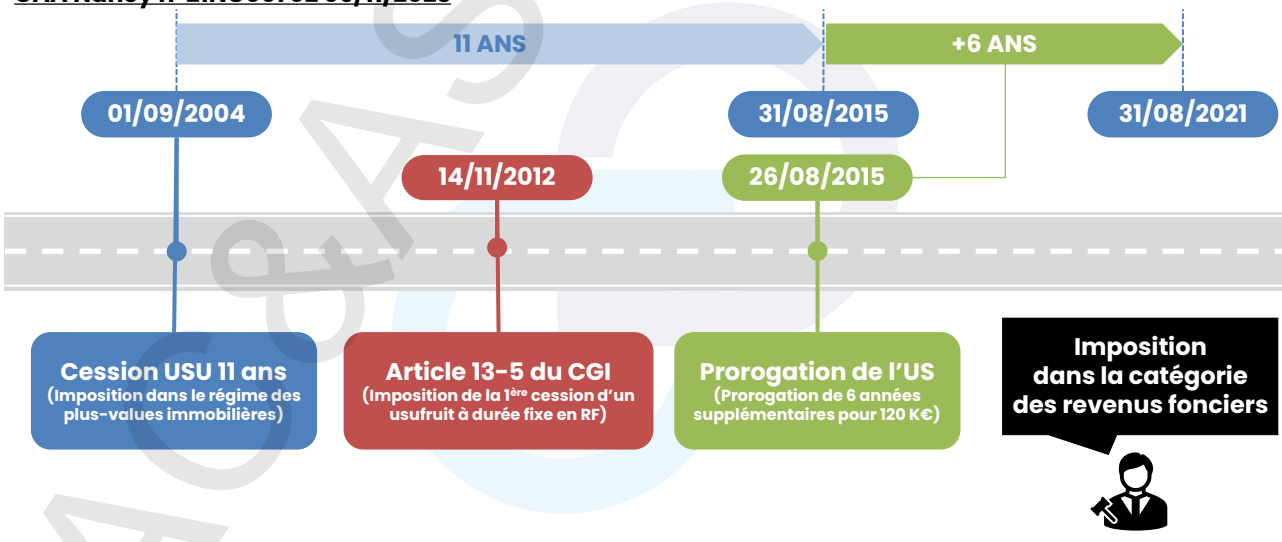


19

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ FISCALE — FAC & Associés — REVENUS FONCIERS

LA PROROGATION D'UN USUFRUIT À DURÉE FIXE ENTRE-T-ELLE DANS LE CHAMP D'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 13-5 DU CGI ?

CAA Nancy n°21NC00702 09/11/2023

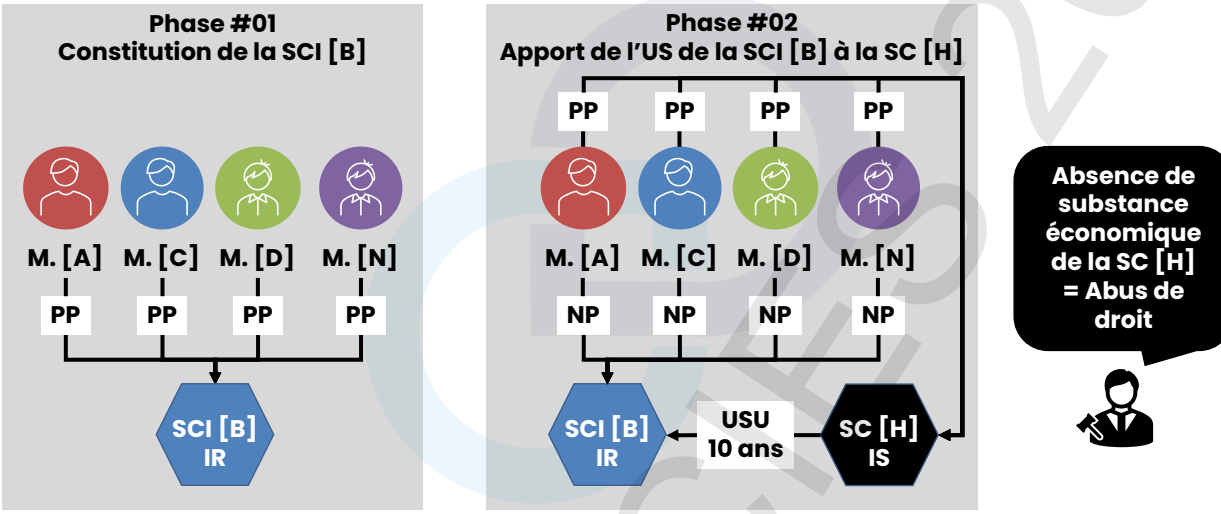


20

©FAC&ASSOCIES

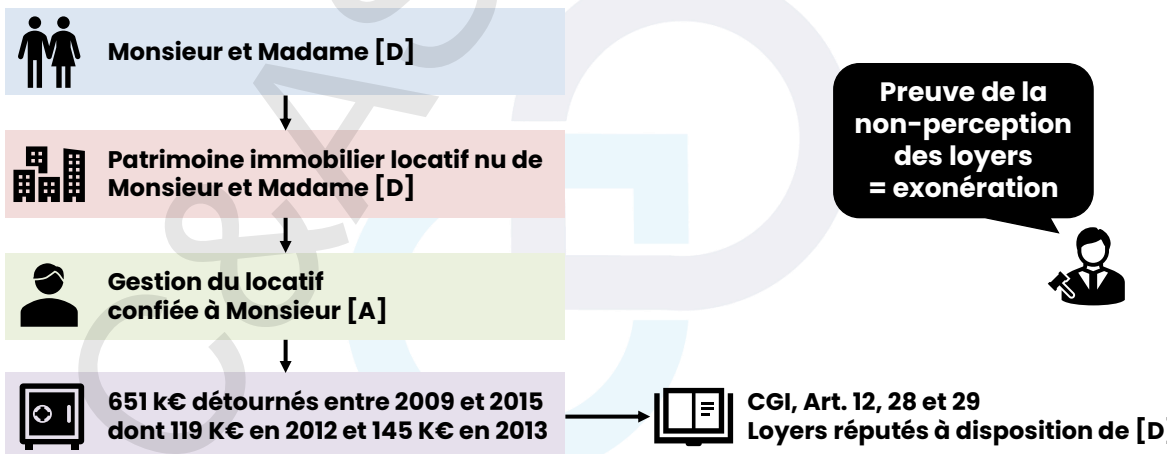
APPORT DE L'USUFRUIT A DUREE FIXE DE PARTS DE SCI, ABUS DE DROIT FISCAL ET SUBSTANCE ÉCONOMIQUE

CAA Lyon n°21LY01699 09/02/2023



REVENUS FONCIERS PERÇUS PAR UN INTERMÉDIAIRE ASSIMILÉS À UN ENCAISSEMENT PAR LE PROPRIÉTAIRE

CAA Versailles n°21VE03264 14/03/2023



©FAC&ASSOCIES

DÉDUCTION DE L'INDEMNITÉ D'ÉVICTION VERSÉE POUR LIBÉRER LES LOCAUX COMMERCIAUX ET LES RELOUER À DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES

CAA Paris n°22PA00288 03/02/2023

Local 01
9 450 €/an

Local 02
25 200 €/an

Indemnité d'éviction
Local 01 = 130 000 €
Local 02 = 225 000 €

Déductible ?

Local 01
38 200 €/an

Local 02
40 800 €/an

Charges déductibles car réalisée en vue de l'acquisition d'un revenu imposable

23

LOCATION MEUBLÉE

24

PROROGATION DE L'EXONÉRATION DES LOCATIONS EN MEUBLÉ D'UNE PARTIE DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE

LF2024 art. n°38

1. Les pièces louées ou sous-louées doivent faire partie de la résidence principale du bailleur
2. Les pièces louées ou sous-louées doivent constituer pour le locataire ou le sous-locataire en meublé sa résidence principale
3. Le prix de location doit demeurer fixé dans des limites raisonnables

~~15/07/2024~~

31 DECEMBRE 2026

LOCATION EN MEUBLÉ ET TVA

LF2024 art. n°84

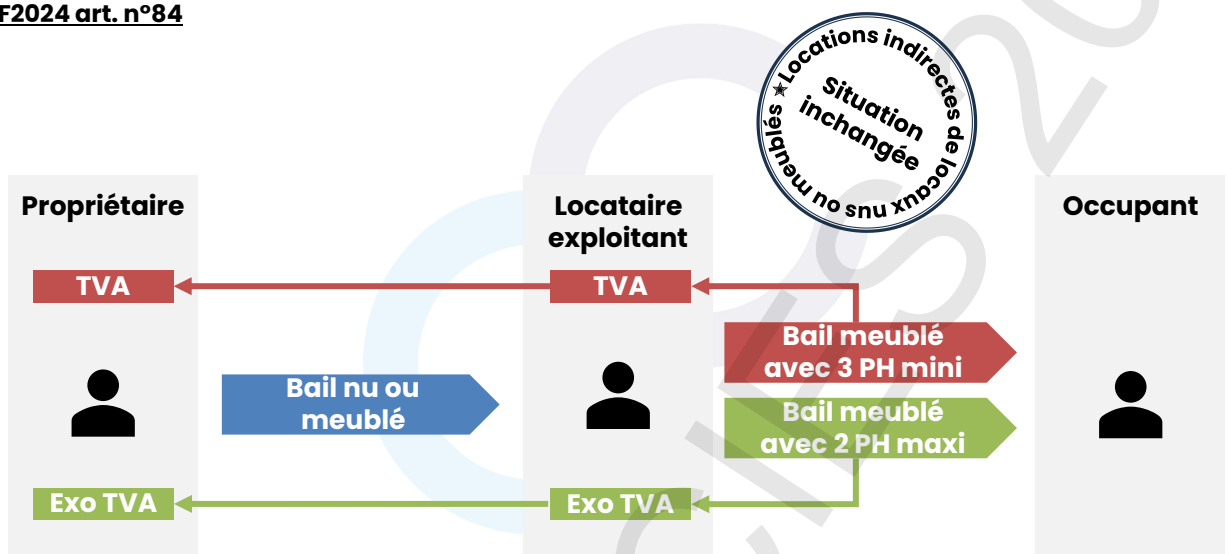
01/01/24

	TVA 10% si…	TVA 10% si…
Hôtels et hébergement touristique (hôtels de tourisme et villages de vacances classés et, sous conditions, résidences de tourisme classées)	3 des 4 PH proposées à titre principal	Séjour inferieur à 30 nuitées + 3 des 4 PH proposées à titre principal
Meublés de tourisme (dont gites ruraux)	3 des 4 PH proposées à titre principal	Séjour inferieur à 30 nuitées + 3 des 4 PH proposées à titre principal
Résidences étudiantes Résidences seniors	3 des 4 PH proposées à titre principal	3 des 4 PH proposées à titre principal

©FAC&ASSOCIES

LOCATION EN MEUBLÉ ET TVA

LF2024 art. n°84



LOCATION MEUBLÉE ET RÉGIME MICRO-BIC

LF2024 art. n°45

		01/01/23
Chambre d'hôtes	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 188 700 € Abattement = 71%	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 188 700 € Abattement = 71%
Autres cas	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 77 700 € Abattement = 50%	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 77 700 € Abattement = 50%
Meuble de tourisme non classé	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 77 700 € Abattement = 50%	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 15 000 € Abattement = 30% NEW
Meuble de tourisme classé	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 188 700 € Abattement = 71%	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 188 700 € (15 000 € ?) Abattement = 71% (30% ?)
Meuble de tourisme classé zone non tendue	CA_{N-1} ou CA_{N-2} < 188 700 € Abattement = 71%	CA total$_{N-1}$ < 15 000 € Abattement = +21% NEW

©FAC&ASSOCIES

BOFIP DU 14 FEVRIER 2024

Un BOFiP en date du 14 février ouvre la possibilité aux loueurs en meublé de décaler d'une année l'application de la réforme issue de la LF 2024 en ce qui concerne l'application d'un régime d'imposition.

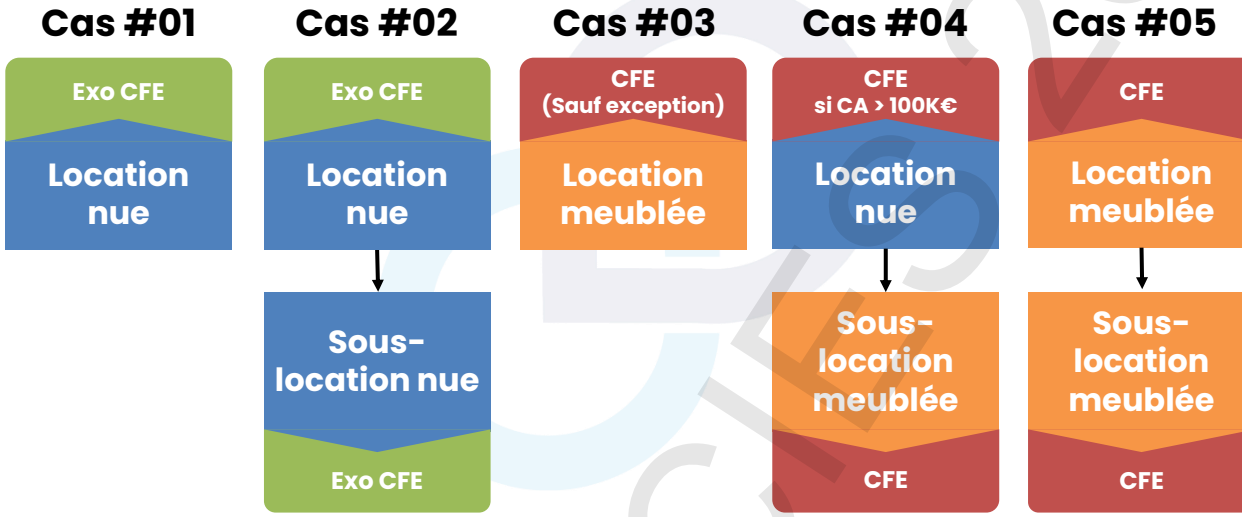
BOFIP DU 14 FEVRIER 2024

Types de locations meublées	SOLUTION 1		SOLUTION 2	
Chambre d'hôtes	188 700 € en N-1 ou N-2	71%	188 700 € en N-1 ou N-2	71%
Meublé de tourisme classé	188 700 € en N-1 ou N-2	71%	188 700 € e n N-1 ou N-2	71%
Meublé de tourisme classé zone non tendue	188 700 € en N-1 ou N-2	71%	15 000 € en N-1	92%
Meublé de tourisme non classé	77 700 € en N-1 ou N-2	50%	15 000 € en N-1 ou N-2	30%
Autres meublés	77 700 € en N-1 ou N-2	50%	77 700 € en N-1 ou N-2	50%

©FAC&ASSOCIES

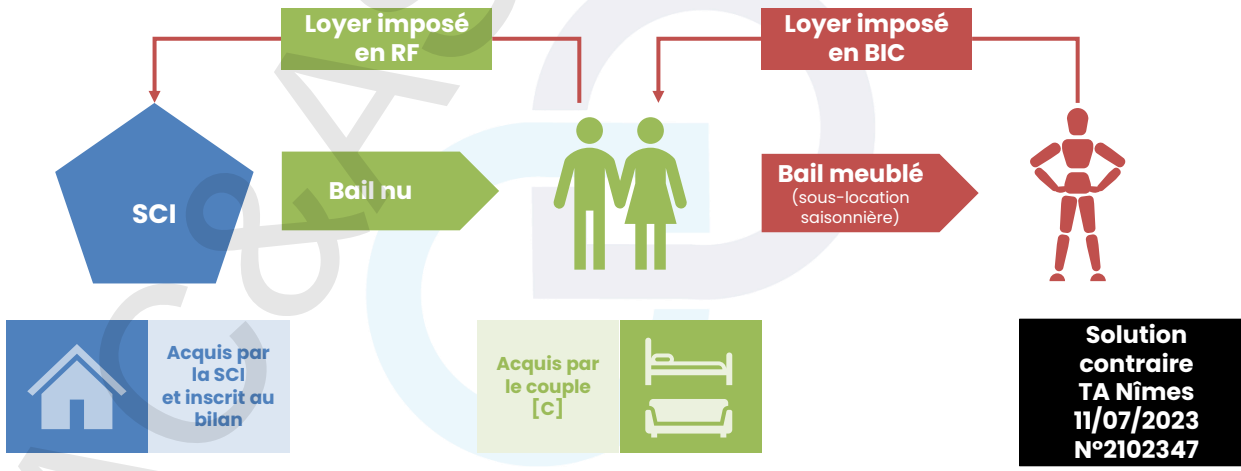
CFE ET LOCATIONS EN MEUBLÉ

Maj BOFiP 08/11/2023 (BOI-IF-CFE-10-20-20-30 - BOI-IF-CFE-10-30-10-50)



LOCATION MEUBLÉE INDIRECTE VIA UNE SCI

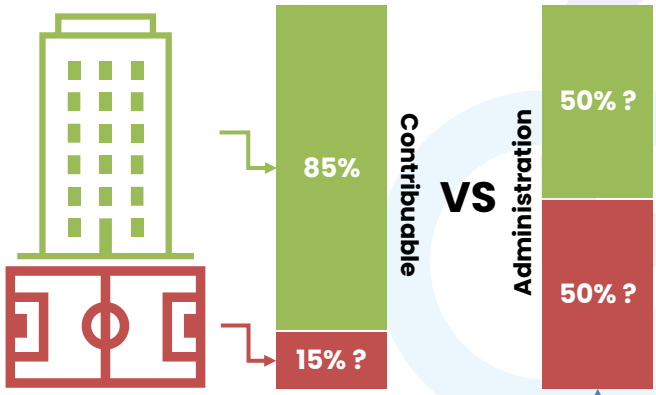
CAA Marseille n°21MA00318 31/03/2023



©FAC&ASSOCIES

LOCATION MEUBLÉE : RÉPARTITION DU PRIX D'ACQUISITION ENTRE TERRAIN ET BÂTI

TA Dijon n° 2100821 17/01/2023

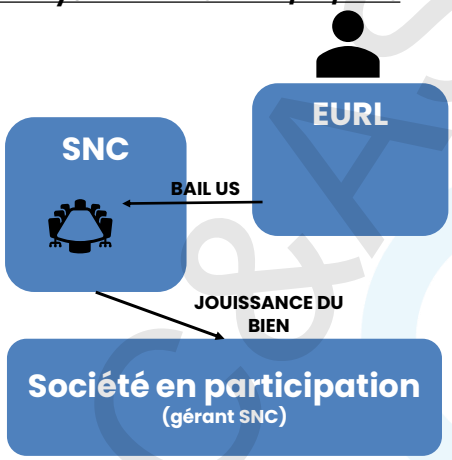


1. **Méthode comparative** (Terrains nus – Même zone – Droits à construction identiques – Dates proches)
   Impossible en l'espèce
2. **Détermination du coût de reconstruction**
   Impossible en l'espèce
3. **Données comptables d'autres contribuables Echantillon pertinent**

33

HÔTELLERIE (PARAHÔTELLERIE) ET EXONÉRATION DES PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES : LA PARTICIPATION PERSONNELLE, DIRECTE ET CONTINUE

CAA Lyon n°21LY03722 20/04/2023



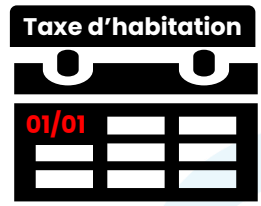
BIC Location en meublé ?	NON, en raison de la nature du bail
BIC classique	OUI, en raison de la nature du bail
BIC PRO	NON, Absence de participation personnelle directe et continue

34

©FAC&ASSOCIES

LOCATION SAISONNIÈRE DE LOGEMENT MEUBLÉ : QUAND LE PROPRIÉTAIRE DEVIENT REDEVABLE DE LA TAXE D'HABITATION…

CE n°468195 15/06/2023



Bien proposé à la location saisonnière

Libre disposition pour le propriétaire ?

OUI → **TH EXIGIBLE**

NON → **TH NON EXIGIBLE**

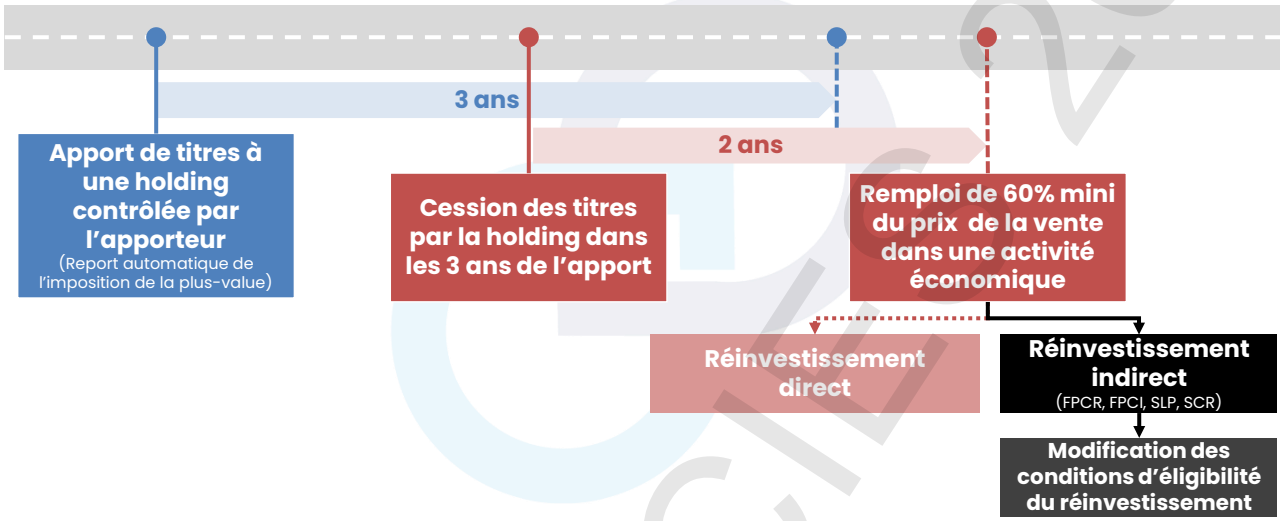
35

PLUS-VALUES SUR TITRES

36

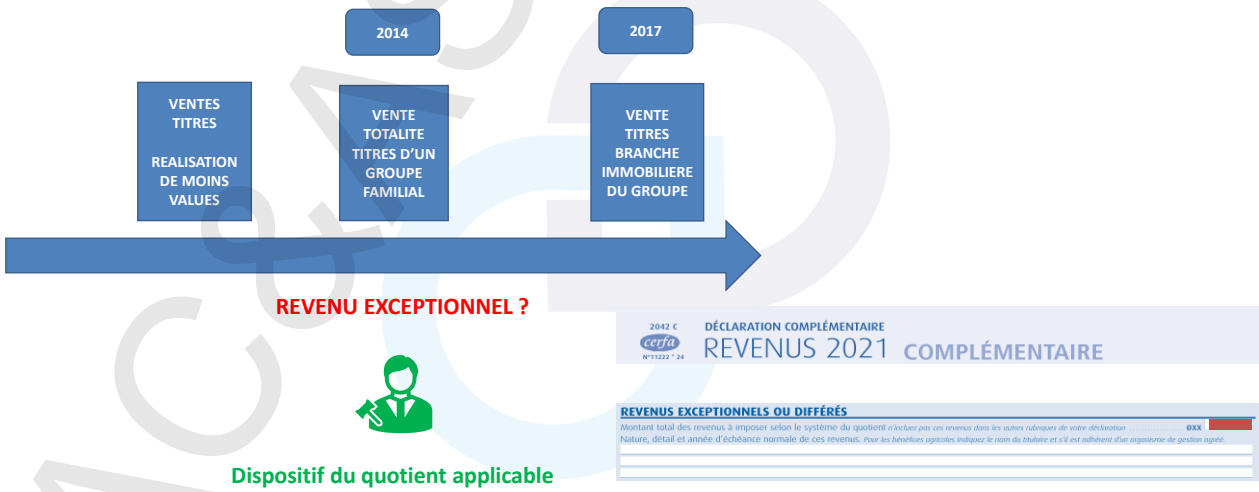
APPORT/CESSION ET REMPLOI INDIRECT

LF2024 art. n°24



PLUS-VALUES SUR TITRES ET REVENUS EXCEPTIONNELS

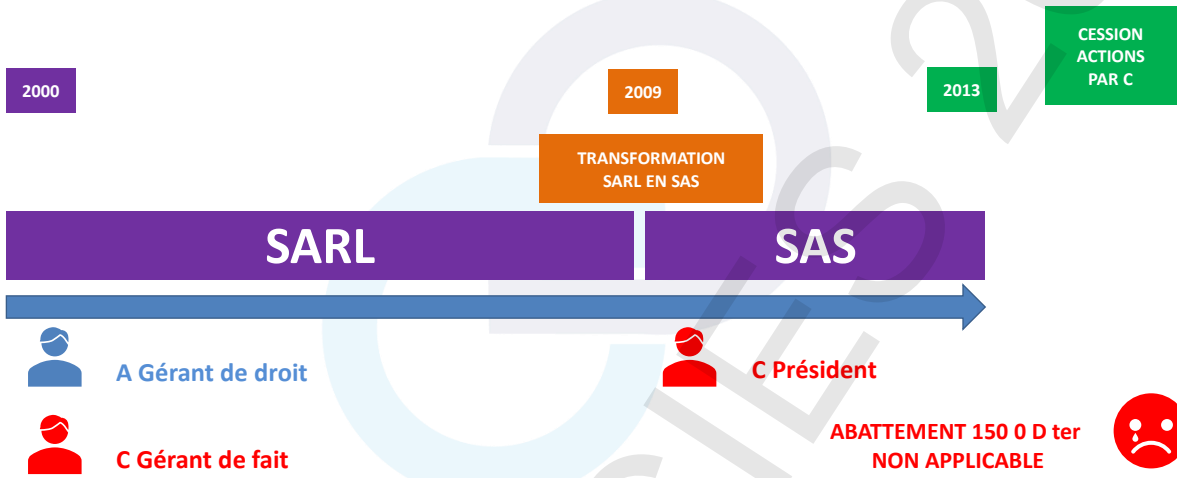
CAA Marseille n°20MA03404 17/11/2022



©FAC&ASSOCIES

GÉRANT DE FAIT ET ABATTEMENT POUR DÉPART À LA RETRAITE

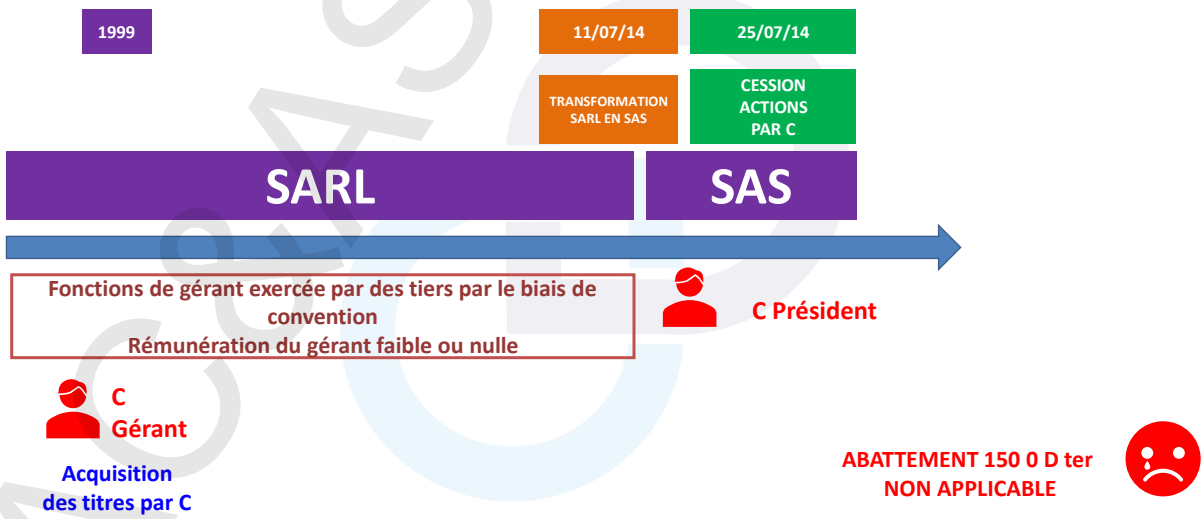
CE n°465669 21/12/2022



39

DEPART A LA RETRAITE CONDITION LIEE A L'EXERCICE D'UNE FONCTION DE DIRECTION

CE n°470394 25/10/2023

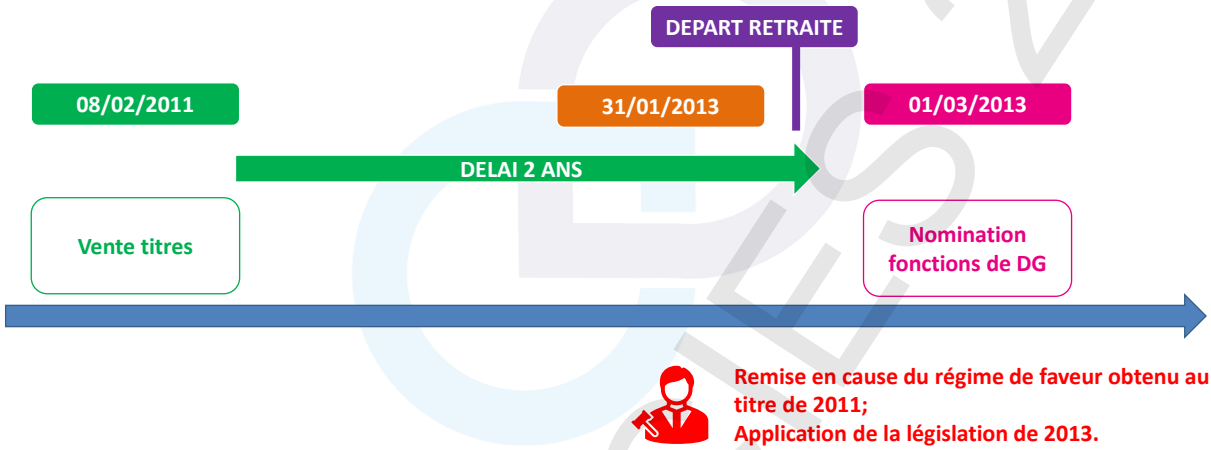


40

FAC&ASSOCIES 2024

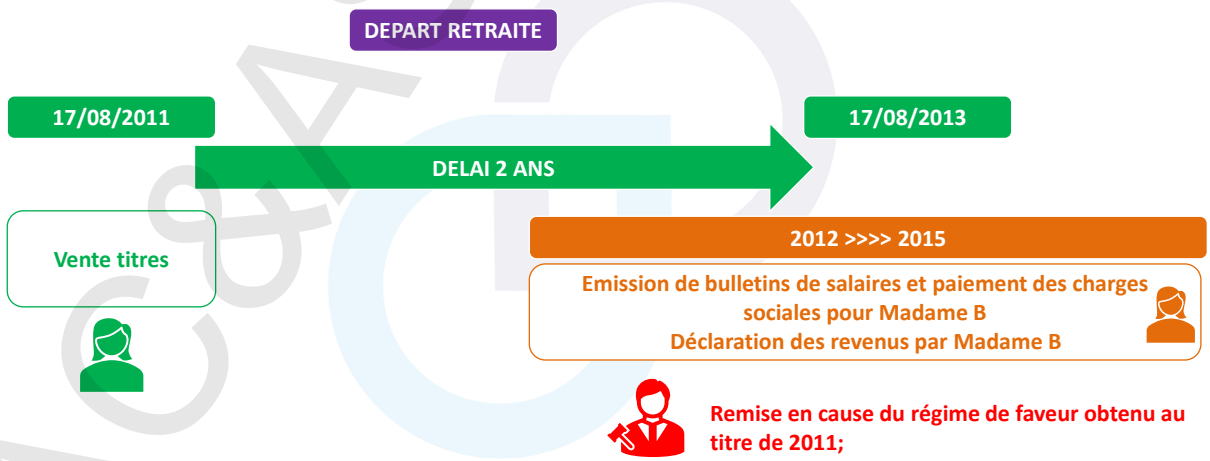
BÉNÉFICE DE L'ABATTEMENT RETRAITE ET CESSATION DES FONCTIONS

CAA Lyon n°19LY02829 05/01/2023



L'EXONÉRATION DES PLUS-VALUES EN CAS DE DÉPART À LA RETRAITE REFUSÉE EN CAS DE POURSUITE D'UNE ACTIVITÉ SALARIÉE CHEZ LE CESSIONNAIRE

CAA Versailles n°21VE00479 23/05/2023



©FAC&ASSOCIES

CONDITIONS TENANT AU DÉPART À LA RETRAITE POUR LE BÉNÉFICE DE L'ABATTEMENT RETRAITE

CAA Bordeaux n°21BX01166 14/03/2023

CESSION 15 NOV 2012

15 NOV 2014

01/12/2014

Entrée en jouissance des droits à retraite

DELAI 5 ANS

DELAI 2 ANS

ABSENCE DE REMUNERATION

DIVIDENDES SOUMIS A COTISATIONS SOCIALES PROFESSIONNELLES

Remise en cause du régime de faveur obtenu au titre de 2012;

APPORT-CESSION ET SURSIS D'IMPOSITION : ABUS DE DROIT RÉINVESTISSEMENTS ÉCONOMIQUES INSUFFISANTS ET TARDIFS

CAA Douai n°21DA00978 02/03/2023

03/2012

07/2012

03/2015

2017

APPORT DE TITRES C PAR MONSIEUR A A LA HOLDING V

SURSIS D'IMPOSITION

CESSION PAR V DES TITRES DE C

POUR ENVIRON 2,2M€

54% DU PRIX DE CESSION PLACE SOUS SEQUESTRE

46% DU PRIX DE CESSION DISPONIBLE

362 K€ DE REINVESTISSEMENTS ECONOMIQUES

% INSUFFISANT

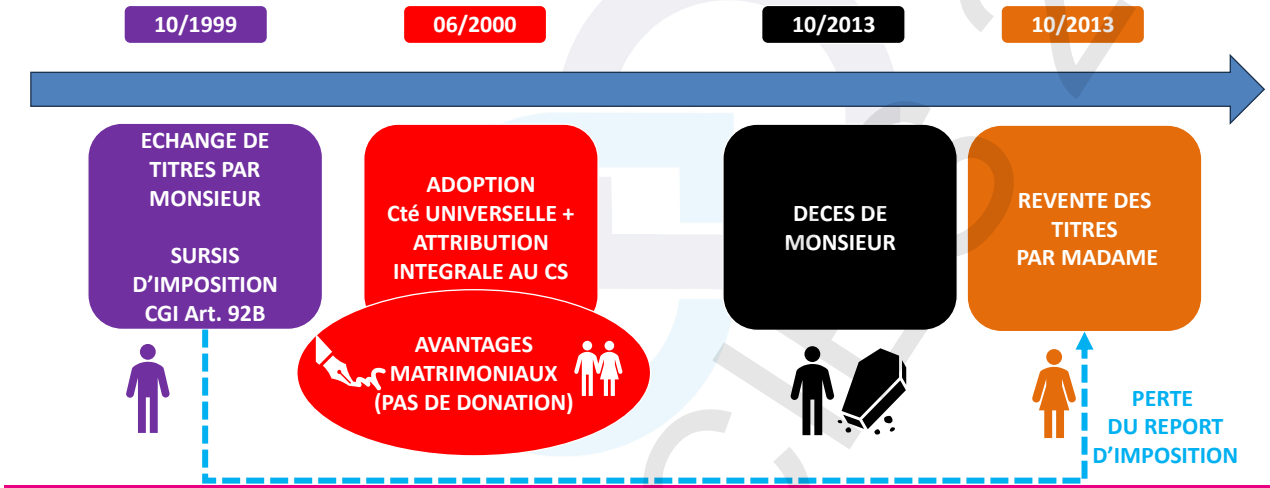
AUTRES REINVESTISSEMENTS ECONOMIQUES

TROP TARDIFS

©FAC&ASSOCIES

PLUS-VALUE EN REPORT : LA MISE EN COMMUNAUTÉ DE TITRES ET L'ATTRIBUTION INTÉGRALE NE CONSTITUENT PAS UNE MUTATION À TITRE GRATUIT

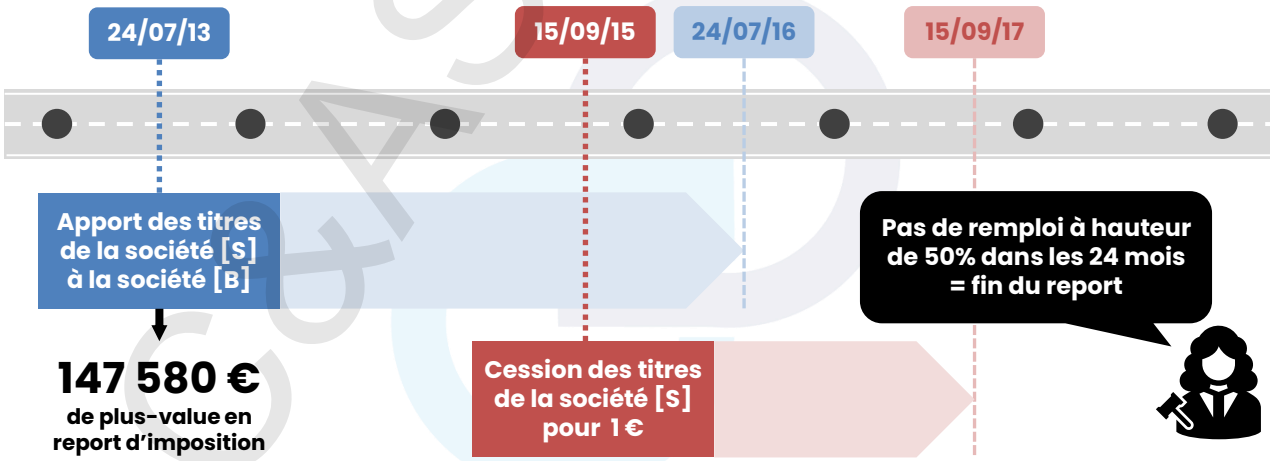
CE n°456550 27/03/2023



45

APPORT PUIS CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE SANS REMPLOI : REMISE EN CAUSE DU REPORT

CAA Nancy n°21NC03233 14/12/2023

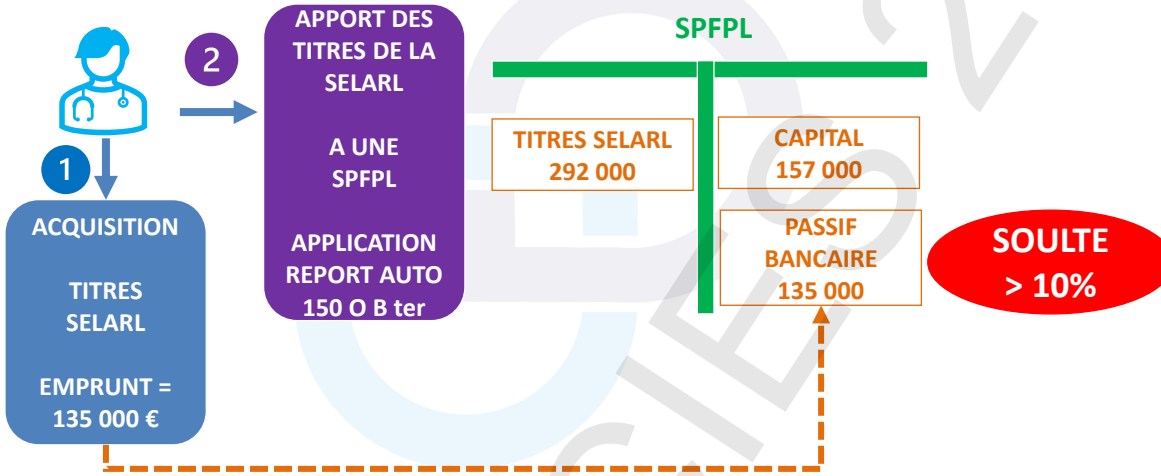


46

©FAC&ASSOCIES

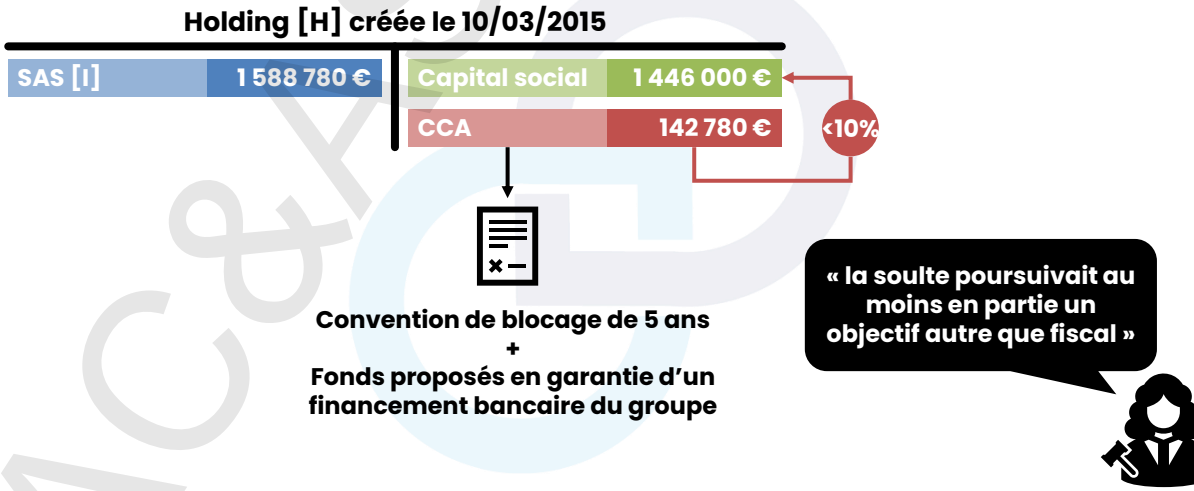
LA PRISE EN CHARGE D'UN PASSIF PAR LA HOLDING BÉNÉFICIAIRE DE L'APPORT CONSTITUE UNE SOULTE RENDANT IMPOSSIBLE LE REPORT D'IMPOSITION

CAA Lyon n°22LY00316 01/06/2023



PAS D'ABUS DE DROIT EN CAS D'APPORT AVEC SOULTE BLOQUÉE 5 ANS

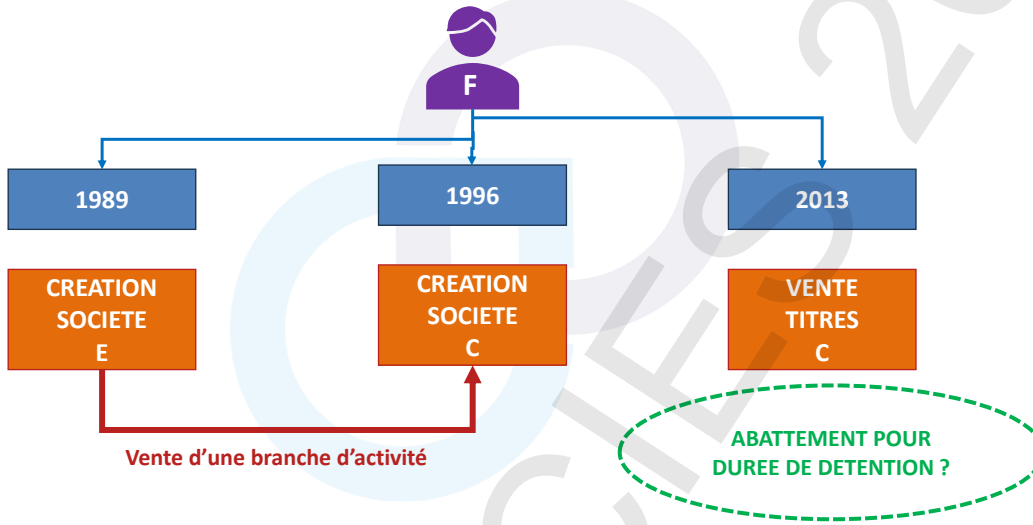
CE n°471003 29/09/2023



©FAC&ASSOCIES

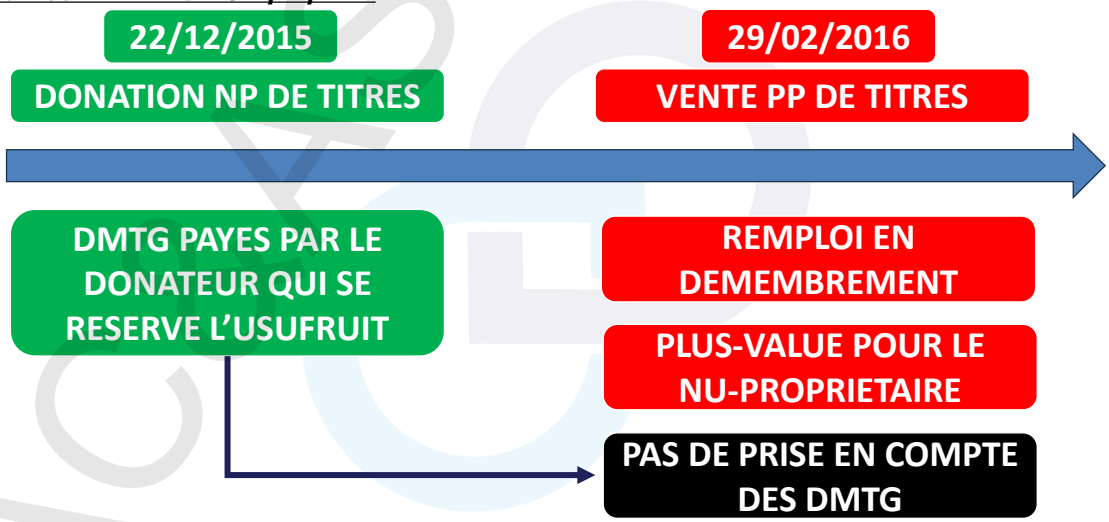
ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION RENFORCÉ JEUNE ENTREPRISE

CAA Toulouse n°21TL22187 20/07/2023



LES DMTG SUPPORTÉS PAR LE DONATEUR NE PEUVENT ÊTRE PRIS EN COMPTE POUR LE CALCUL DE LA PLUS-VALUE MOBILIÈRE DE CESSION DU DONATAIRE

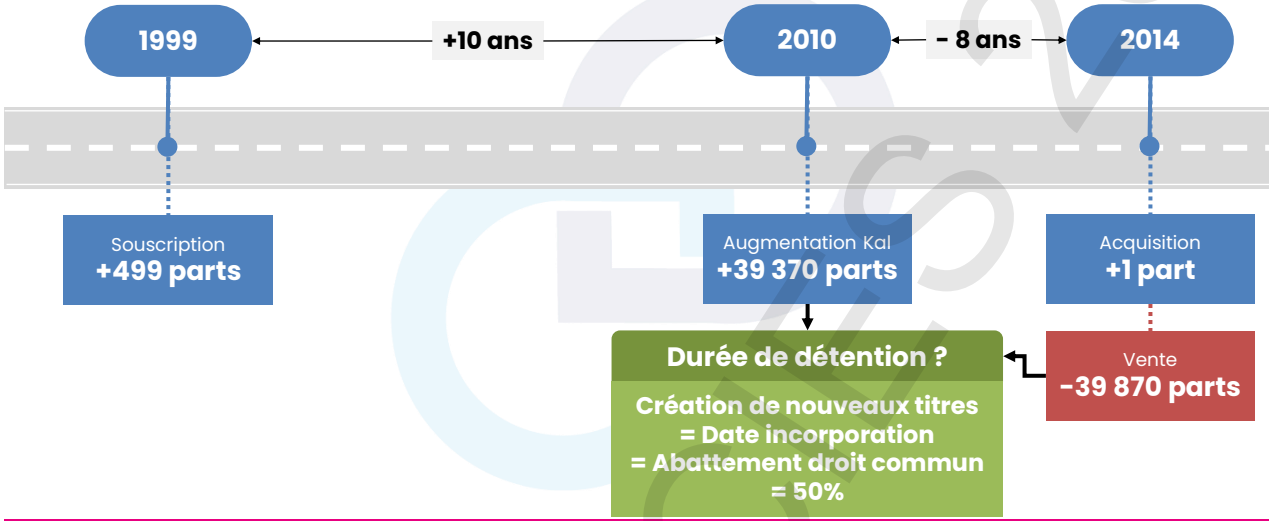
CAA Nantes n°22NT03428 21/07/2023



©FAC&ASSOCIES

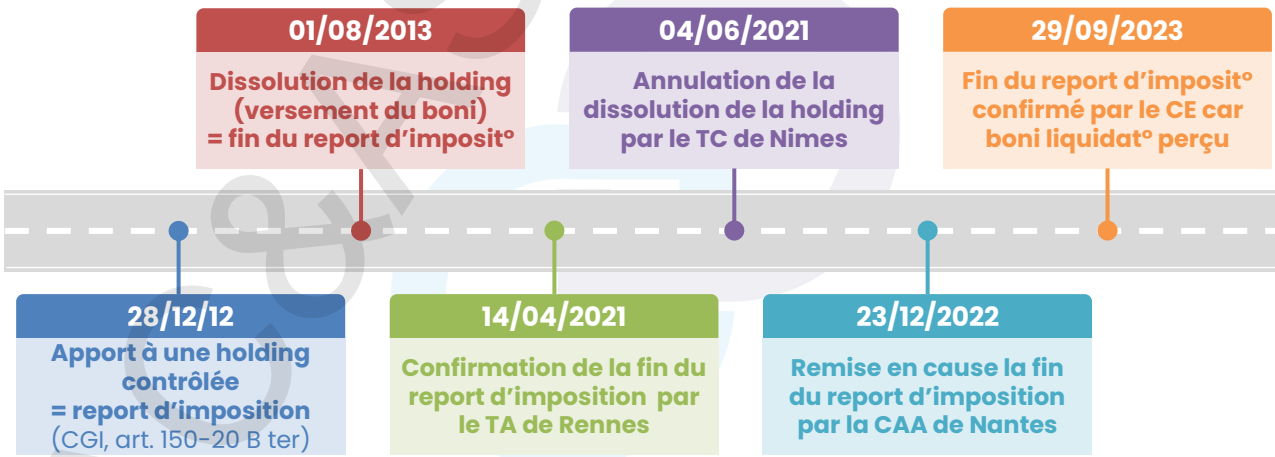
POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE DÉTENTION DE TITRES REÇUS À L'OCCASION D'UNE AUGMENTATION DE CAPITAL PAR INCORPORATION DE CCA

CE n°470394 25/10/2023



L'ANNULATION DE LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ EST SANS INCIDENCE SUR LA FIN DU REPORT D'IMPOSITION

CE n°471235 29/09/2023



©FAC&ASSOCIES

IMPACT D'UNE RÉDUCTION DE CAPITAL SUR UN REPORT D'IMPOSITION DE PLUS-VALUES DE TITRES (CGI, ARTICLE 150 0 B TER)

RM WOERTH n°7128 JOAN 29/08/2023

Apport à holding contrôlée par l'apporteur

Report d'imposition de plein droit
(CGI, art. 150-0 B ter)

- **Cession à titre onéreux des titres de la holding**
- **Rachat des titres de la holding**
- **Remboursement des titres de la holding**
- **Annulation des titres de la holding**
- **Réduction de capital motivée par des pertes**

Réduction du nominal des titres → **MAINTIEN DU REPORT**

Annulation d'une partie des titres → **PERTE DU REPORT**

Apport à holding non-contrôlée par l'apporteur

Sursis de plein droit
(CGI, art. 150-0 B)

ABATTEMENT POUR DÉPART À LA RETRAITE : IMPACT DE LA RÉFORME DES RETRAITES

RM GATEL n°6476 JO Sénat 28/09/2023

Cédant né le	01/06/1963
Vente le	01/08/2023
Date départ ante réforme (62 ans)	01/06/2025
Délai entre vente et 62 ans	22 mois
Date départ post réforme (62 ans + 9 mois)	01/03/2026
Délai entre vente et 62 ans + 9 mois	31 mois

Réforme des retraites

	Avant le 01/09/2023	À compter du 01/09/2023
Né entre le 01/09/1961 et le 31/12/1961	62 ans	62 ans + 3 mois
Né en 1962	62 ans	62 ans + 6 mois
Né en 1963	62 ans	62 ans + 9 mois
Né en 1964	62 ans	63 ans
Né en 1965	62 ans	63 ans + 3 mois
Né en 1966	62 ans	63 ans + 6 mois
Né en 1967	62 ans	63 ans + 9 mois
Né en 1968 et plus	62 ans	64 ans

©FAC&ASSOCIES

DMTG

55

DISPOSITIF DUTREIL : EXCLUSION DES ACTIVITES DE LOCATION DE LOCAUX MEUBLES OU EQUIPES

LF2024 art. n°23

01	02	03	04	05
CGI art. 787 B	LF2017 CGI art. 35 5°bis	BOI-ENR-DMTG 10-20-40-10	Cass. com 01/06/23 21/06/23- 29/09/23	LF2024 CGI art. 787 B
« dont l'activité principale est industrielle, commerciale, au sens des articles 34 et 35 »	*« I. - Présentent également le caractère de BIC : Les personnes qui donnent en location directe ou indirecte des locaux d'habitation meublés »*	*« Sont en revanche exclues : Les activités de location de locaux meublés à usage d'habitation Les activités de loueurs d'établissements commerciaux ou industriels munis du mobilier ou du matériel nécessaires à leur exploitation »*	*« Aucune disposition de portée similaire ne permet, en revanche, de dénier de manière générale à la location de locaux meublés à usage d'habitation le caractère d'activité commerciale au sens des articles 787 B et 787 C du CGI »*	*« n'est pas considérée comme une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale l'exercice par une société d'une activité de gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier»*

56

FAC&ASSOCIES 2024

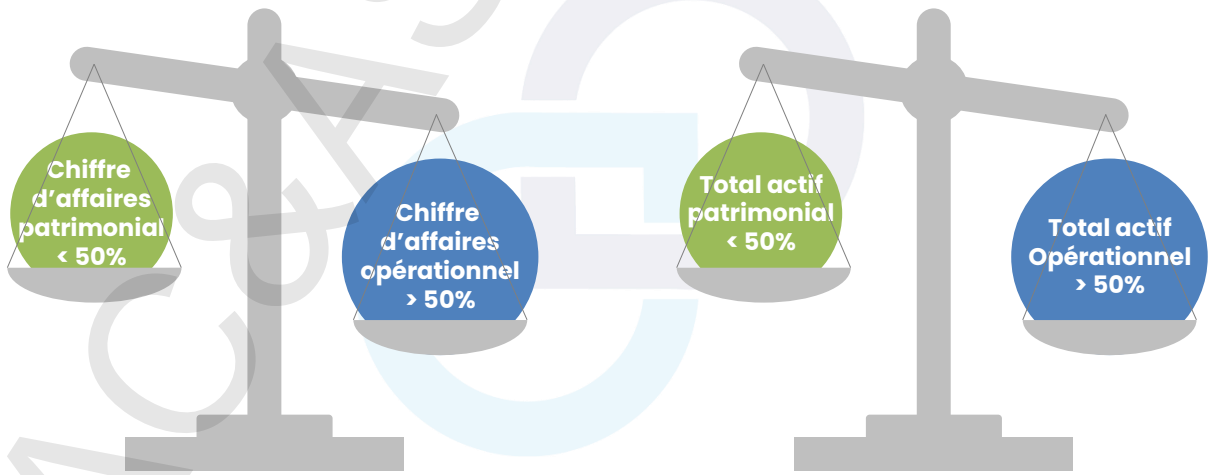
DISPOSITIF DUTREIL : DÉFINITION LÉGALE DE LA HOLDING ANIMATRICE

LF2024 art. n°23

57

DISPOSITIF DUTREIL : ACTIVITÉ MIXTE

LF2024 art. n°23

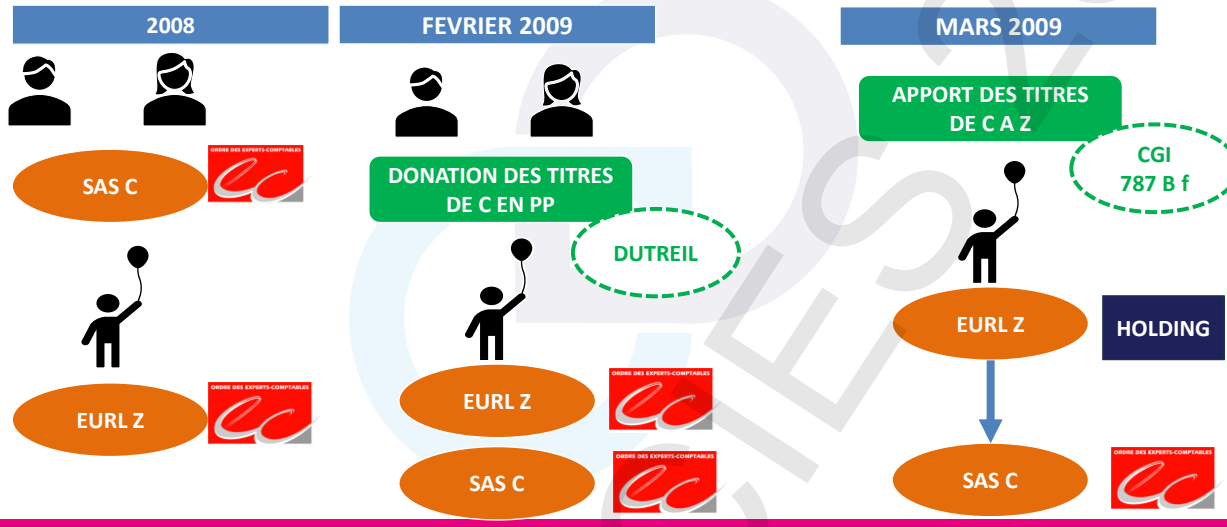


58

©FAC&ASSOCIES

PACTE DUTREIL ET APPORT À UNE HOLDING CGI 787 B F

CA Dijon n°21/00520 24/01/2023



EXONÉRATION DUTREIL ET ACTIVITÉ MIXTE : LE CARACTÈRE PRÉPONDÉRANT DE L'ACTIVITÉ ÉLIGIBLE S'APPRÉCIE EN CONSIDÉRATION D'UN FAISCEAU D'INDICES

Cass. com. n°20-23.137 25/01/2023 + CA Paris n°22/00038 18/09/2023 (Décision de renvoi)

Galerie d'art Edition d'ouvrages	CA entre entre 19% et 31% Total du bilan affecté 33%
Location patrimoine immobilier	CA entre entre 69% et 81% Total du bilan affecté 67%

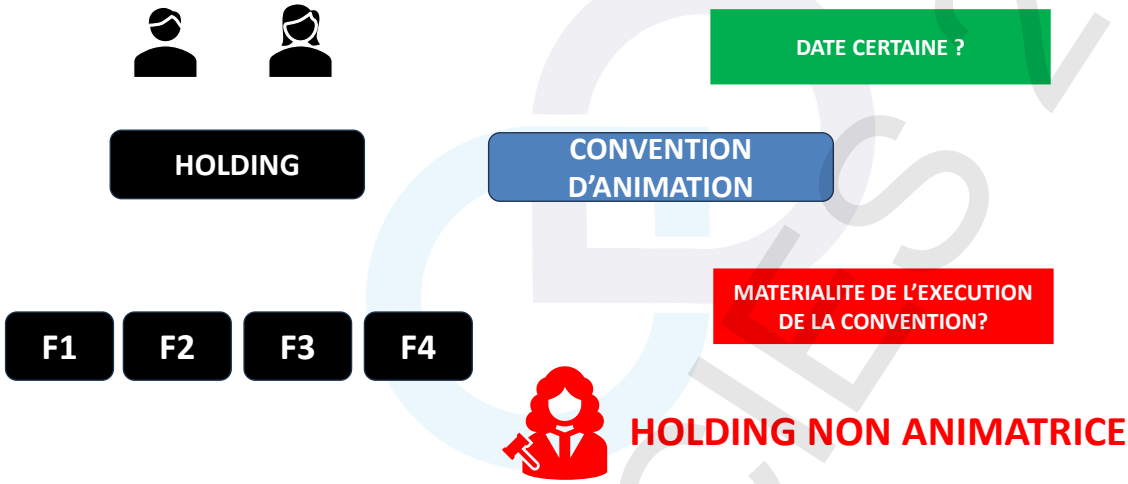
SELON LES CRITERES DU BOFIP ACTIVITE CIVILE PREPONDERANTE (Référence au CA et bilan)

SELON LA COUR DE CASSATION IL CONVIENT DE RECHERCHER D'AUTRES INDICES

©FAC&ASSOCIES

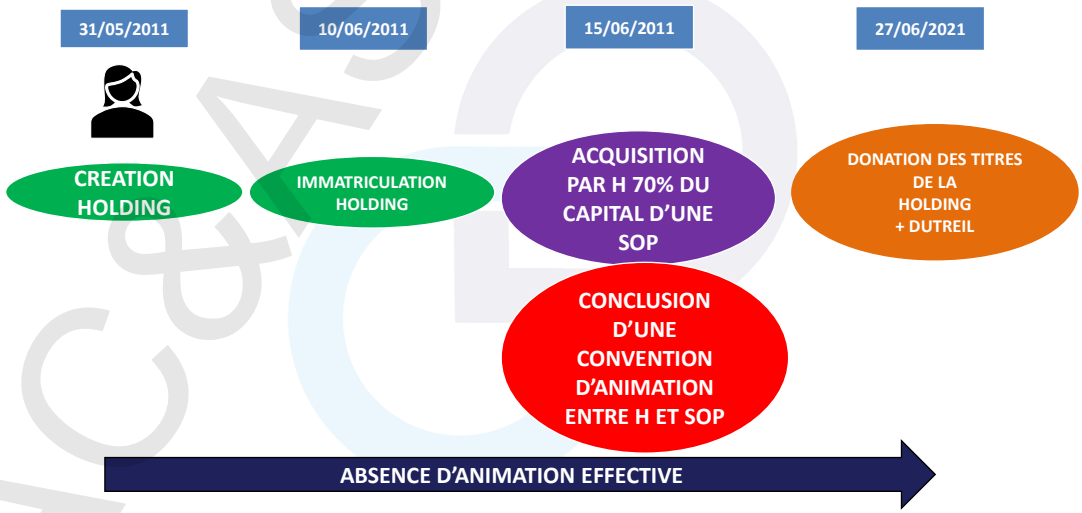
PREUVE DU CARACTÈRE ANIMATEUR D'UNE HOLDING

Cass. com. n°21-10.244 15/03/2023



DISPOSITIF DUTREIL ET HOLDING ANIMATRICE EFFECTIVITE DE L'ANIMATION AU JOUR DE LA DONATION

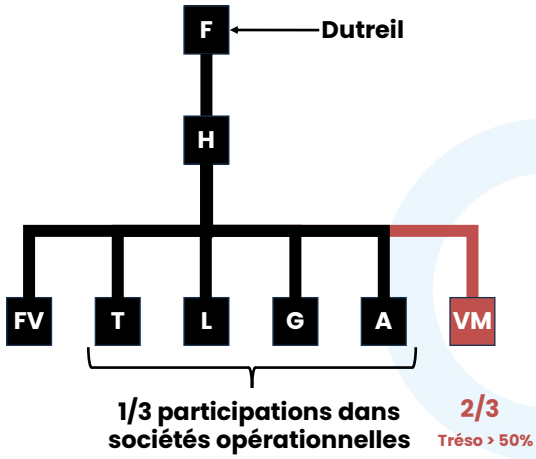
Cass. com. n°21-16.924 11/05/2023

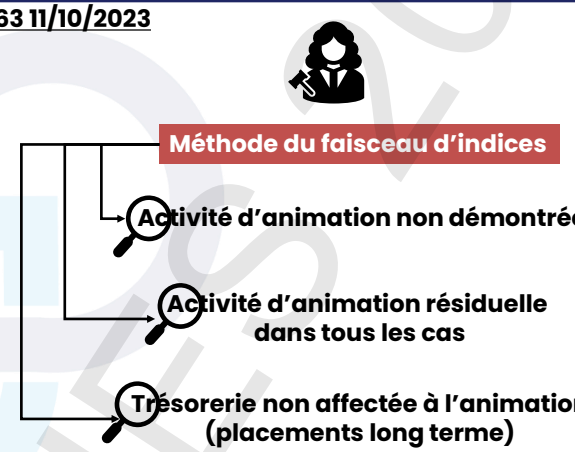


©FAC&ASSOCIES

LA MÉTHODE DU FAISCEAU D'INDICES DÉMONTRE QUE L'ACTIVITÉ D'ANIMATION ÉTAIT RÉSIDUELLE ET QUE LA TRÉSORERIE N'ÉTAIT PAS AFFECTÉE À L'ANIMATION

Cass. com. n°21-24.760, 21-24.761, 21-24.762 et 21-24.763 11/10/2023

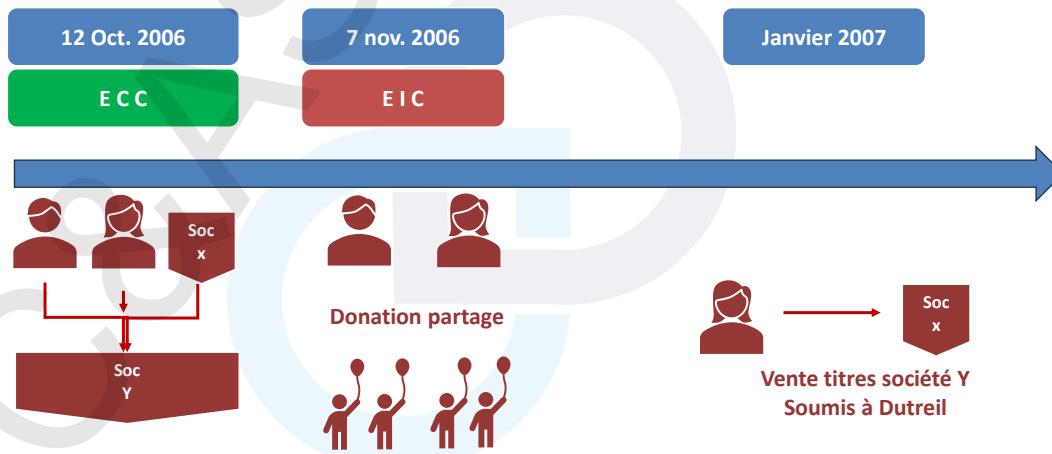




FV = Filière vendue deux ans avant T = Transport aérien L = laboratoire G = holding A = autres sociétés dont viticoles VM = valeurs mobilières

CESSIONS DE TITRES COUVERTS PAR UN DUTREIL PENDANT LA PÉRIODE D'ENGAGEMENT INDIVIDUEL

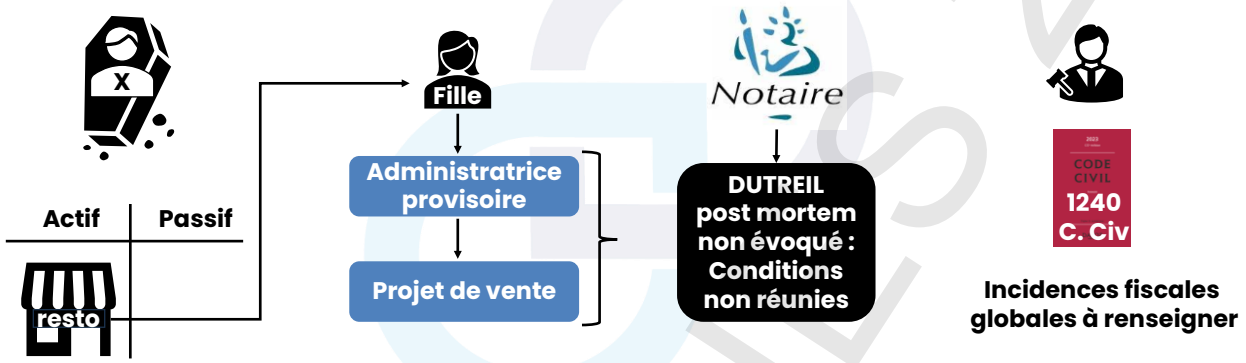
Cass. com. n°21-25.329 29/11/2023



©FAC&ASSOCIES

LE NOTAIRE EST TENU D'INFORMER LES HÉRITIERS DE LA POSSIBILITE D'APPLIQUER LE DISPOSITIF DUTREIL SI LES CONDITIONS SONT REMPLIES

CA Rouen n°22/00275 22/11/2023



ABATTEMENT SUR LES DONATIONS D'ENTREPRISES AUX PROFIT DES SALARIES

LF2024 art. n°22

- **Donation en PP**
- **Donation d'un fonds de commerce, d'une clientèle, d'un fonds agricole ou de titres de société**
- **Donation à un salarié en CDI, à plein temps depuis plus de 2 ans** (ou en contrat d'apprentissage en cours)
- **Abattement de 500 000 €** (Cumulable avec le dispositif Dutreil et avec la réduction de 50% sur les droits)

Items	Données
Valeur transmise en PP	900 000 €
Abattement Dutreil (-75%)	- 675 000 €
Solde	225 000 €
Abattement CGI, art. 790 A	- 500 000 €
Taxable	0 €
DMTG (60%)	0 €
Réduction de DMTG (-50%)	0 €
DMTG NETS	0 €

0 % (1)

Items	Données
Valeur du fonds transmis	900 000 €
Valeur de la NP transmise 60%	540 000 €
Abattement Dutreil 75%	405 000 €
TAXABLE	135 000 €
DMTG (60%)	81 000 €

9,00%

©FAC&ASSOCIES

DMTO

67

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ FISCALE — FAC & Associés — DMTO

ABATTEMENT SUR L'ASSIETTE TAXABLE AUX DMTO EN CAS D'ACQUISITION D'UN FONDS DE COMMERCE PAR UN SALARIÉ

LF2024 art. n°22

VENTE EN PP	Fonds de commerce Clientèle Fonds agricole Titres de société	CESSIONNAIRE SALARIE (CDI à temps plein > 2ans ou Contrat d'apprentissage en cours) Ou Conjoint partenaire de PACS, Ascendants, Descendants, Frères et sœurs du cédant

ABATTEMENT

300 000 € → **500 000 €**

CGI ART 732 ter

Obligation de poursuivre l'activité et d'assurer la direction effective de l'entreprise pendant 5 ans

Application

Prix du fonds transmis PP		900 000
Abattement 732 ter		500 000
Solde taxable au titre des DMTO		400 000
DMTO de 0 à 23 000		0
DMTO de 23 001 à 200 000 (3%)		5 309
DMTO de 200 001 à 400 000 (5%)		9 999
Total DMTG	1,70%	15 308
Economie grâce au 732 ter		25 000

@ FAC & ASSOCIÉS 68

68

©FAC&ASSOCIES

ACQUISITION DE L'UN USUFRUIT DE PARTS DE SOCIÉTÉ ET DMTO

Cass. com. n°20-10.112 04/01/2023

Actions	0,1%
Parts sociales	3%
Parts de société à prépondérance immobilière	5%

Quid de cession de l'usufruit des titres sociaux ?

La cession de l'usufruit des titres n'emporte pas cession de la propriété
=
Pas de droit proportionnel
=
Droit fixe de 125 €

ATTENTION À L'OPPOSABILITÉ DE LA TRANSFORMATION D'UNE SARL EN SAS PRÉALABLE À UNE CESSION DE TITRES

CA Lyon n°20/05110 06/07/2023

02/01/12	24/07/12	25/07/12	03/08/12	07/08/12	01/09/12	25/09/12	25/10/12
La société C s'est portée acquéreur de l'intégralité des droits sociaux de la SARL T qui avait été constituée en 1986.	AGE dans la société T TRANSFORMATION DE LA SARL EN SAS Ouverture d'un registre de transfert des titres	Contrat de cession des titres de la société T à la société C Le registre des mouvements de titres a été modifié en conséquence	Déclaration de cession de droits sociaux déposée auprès du service des impôts Paiement des droits relatifs à une cession d'actions	Le procès-verbal de délibération de AGE de transformation a été enregistré auprès du service des impôts	Le procès-verbal de délibération de AGE de transformation a est publié dans un journal d'annonces légales	Le procès-verbal de transformation a été déposé au greffe du tribunal de commerce	Les opérations de transformation de la société T ont fait l'objet d'une publication au BODACC

Conformément à l'article 123-9 alinéa 1er du Code de commerce, les actes sujets à mention au registre du commerce et des sociétés ne peuvent être opposés à l'administration fiscale que s'ils ont été publiés.

©FAC&ASSOCIES

ISF/IFI

ACTUALITÉ LEGISLATIVE

71

ÉVALUATION DES TITRES DE SOCIÉTÉS POUR ÉTABLIR L'IFI

LF2024 art. n°27

1 Valeur nette
Valeur vénale de la société en tenant compte du passif déductible au titre de l'IFI
→ Exclusion du passif non affecté à un actif imposable

2 Poids de l'immobilier
Poids de l'immobilier taxable dans l'actif brut réévalué

3 Valeur IFI
Valeur nette multipliée par le poids de l'immobilier taxable dans l'actif brut
→ Pas plus que l'actif imposable net du passif affecté
→ Pas plus que la valeur nette de la société (règle de droit commun)

4 À déclarer
Pourcentage détenu dans la société multiplié par la valeur IFI

72

©FAC&ASSOCIES

ÉVALUATION DES TITRES DE SOCIÉTÉS À L'IFI

LF2024 art. n°27

Exemple 01

Actif imposable	4 000 000 €	Passif affecté	0 €
Actifs autres	1 000 000 €	Passif autre	500 000 €

	1 Valeur nette	2 Poids de l'immo.	3 Valeur IFI	4 À déclarer
Avant LF2024	4 500 000 €	80%	3 600 000 €	x% x 3 600 000 €
Depuis LF2024	5 000 000 €	80%	4 000 000 € Valeur nette immo = 4M€ Valeur nette société = 4,5M€	x% x 4 000 000 €

ÉVALUATION DES TITRES DE SOCIÉTÉS À L'IFI

LF2024 art. n°27

Exemple 02

Actif imposable	3 000 000 €	Passif affecté	0 €
Actifs autres	1 000 000 €	Passif autre	4 000 000 €

	1 Valeur nette	2 Poids de l'immo.	3 Valeur IFI	4 À déclarer
Avant LF2024	0 €	75%	0 €	x% x 0 €
Depuis LF2024	4 000 000 €	75%	3 000 000 € Valeur nette immo = 3M€ Valeur nette société = 0 M€	x% x 0 € (Plaf. valeur nette société)

©FAC&ASSOCIES

ÉVALUATION DES TITRES DE SOCIÉTÉS À L'IFI

LF2024 art. n°27

Exemple 03

Actif imposable	1 000 000 €	Passif affecté	500 000 €
Actifs autres	3 000 000 €	Passif autre	0 €

	1 Valeur nette	2 Poids de l'immo.	3 Valeur IFI	4 À déclarer
Avant LF2024	3 500 000 €	25%	875 000 €	x% x 875 000 €
Depuis LF2024	3 500 000 €	25%	875 000 € Valeur nette immo = 500K€ Valeur nette société = 3,5M€	x% x 500 000 € (Plaf. valeur nette immo.)

75

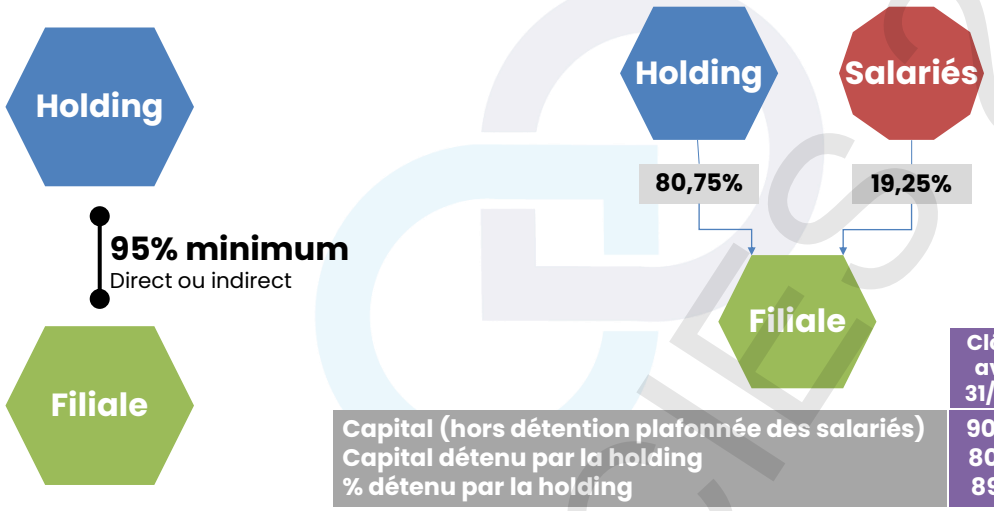
PATRIMOINE PROFESSIONNEL IS

76

FAC&ASSOCIES 2024

INTÉGRATION FISCALE : AUGMENTATION DE LA FRACTION DE CAPITAL POUVANT ÊTRE DÉTENUE PAR LES SALARIÉS

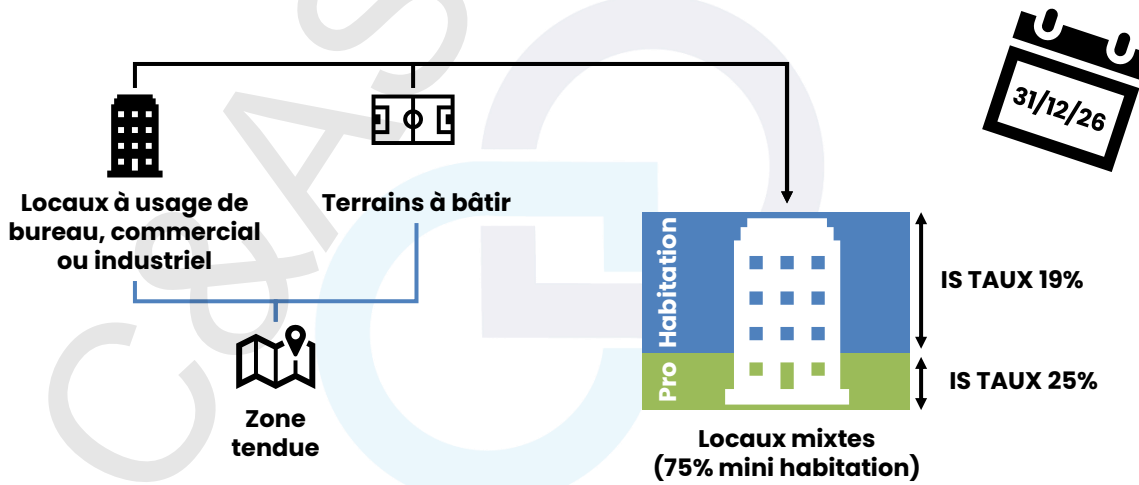
LF2024 art. n°62



	Clôture avant 31/12/23	Clôture à partir 31/12/23
Capital (hors détention plafonnée des salariés)	90,00%	85,00%
Capital détenu par la holding	80,75%	80,75%
% détenu par la holding	89,72%	95, 00%

PROROGATION DE L'IS AU TAUX DE 19% POUR LES CESSIONS DE LOCAUX OU DE TERRAINS À BÂTIR DESTINÉS AU LOGEMENT EN ZONES TENDUES

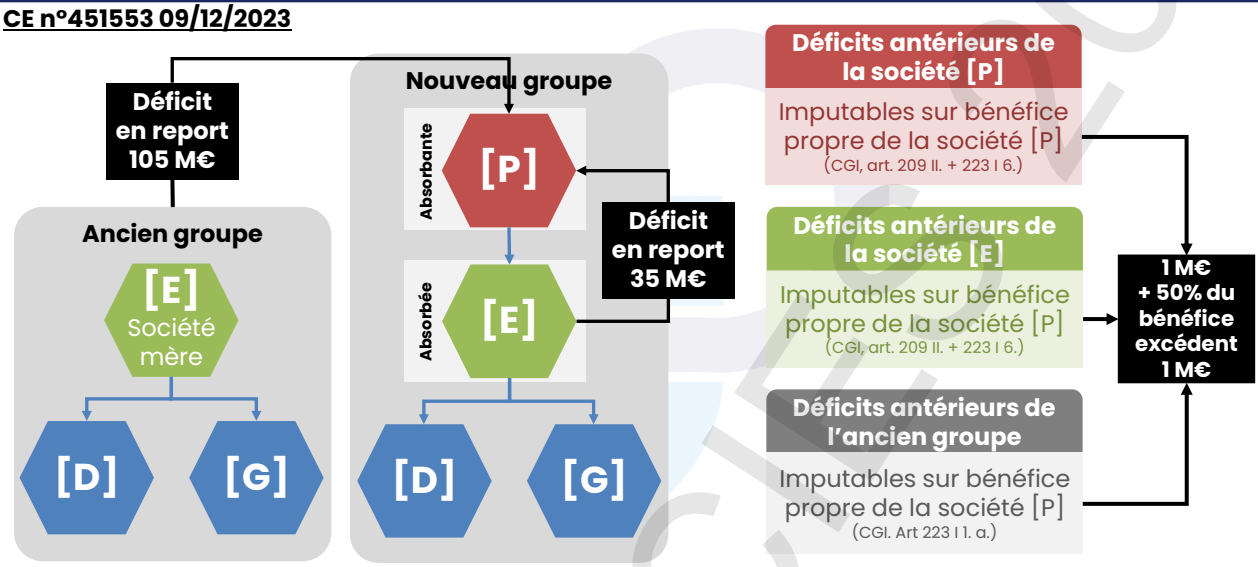
LF2024 art. n°51



©FAC&ASSOCIES

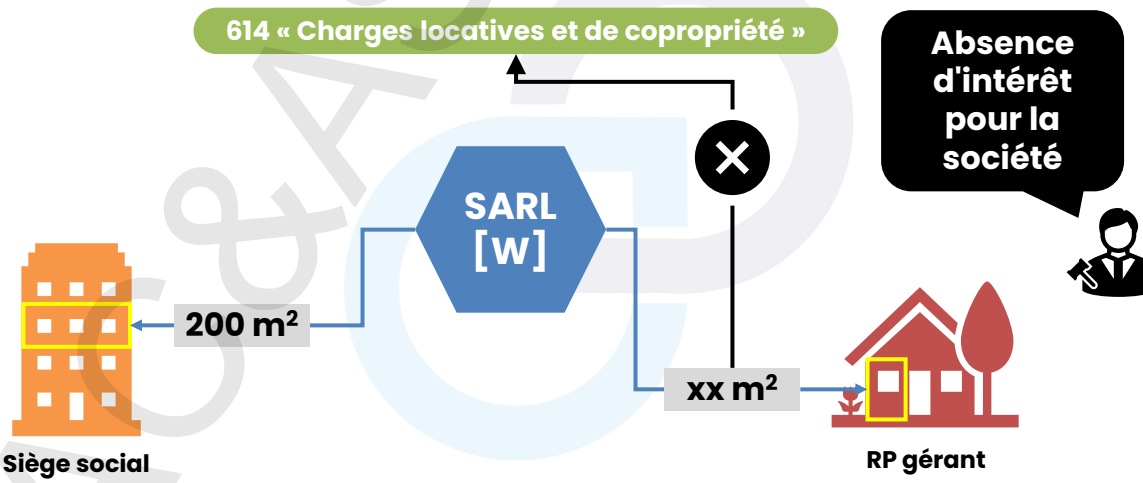
SORT DES DÉFICITS DE L'ANCIEN GROUPE EN CAS D'ABSORPTION DE LA SOCIÉTÉ MÈRE INTÉGRÉE

CE n°451553 09/12/2023



NON DÉDUCTIBILITÉ DU LOYER VERSÉ AU DIRIGEANT PAR SA SOCIÉTÉ (QUI DISPOSE DÉJÀ D'UN SIÈGE SOCIAL) POUR LOUER UNE PARTIE DE SA RP

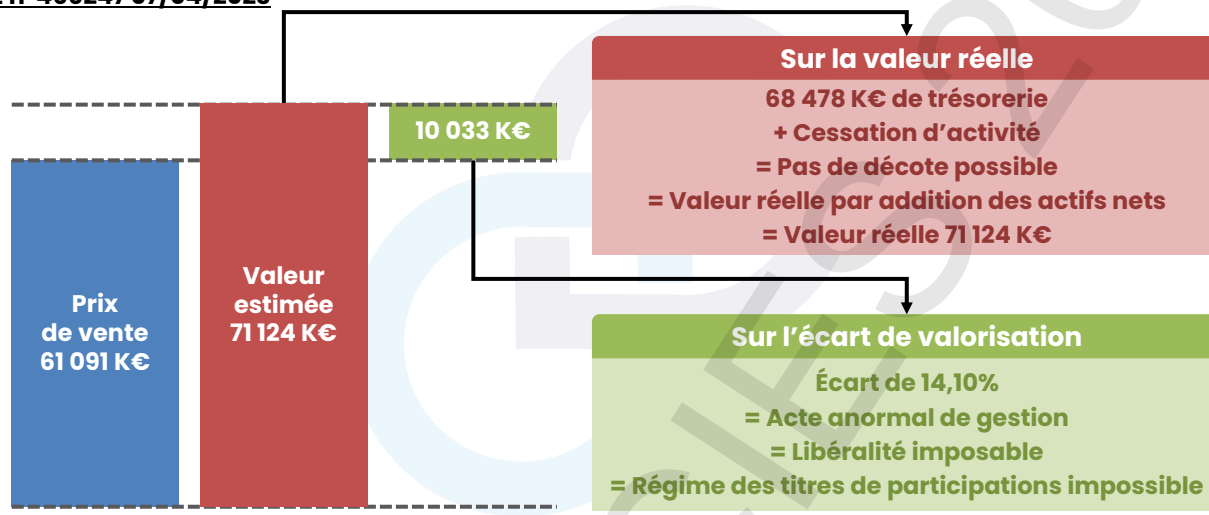
CE n°433103 21/07/2023



©FAC&ASSOCIES

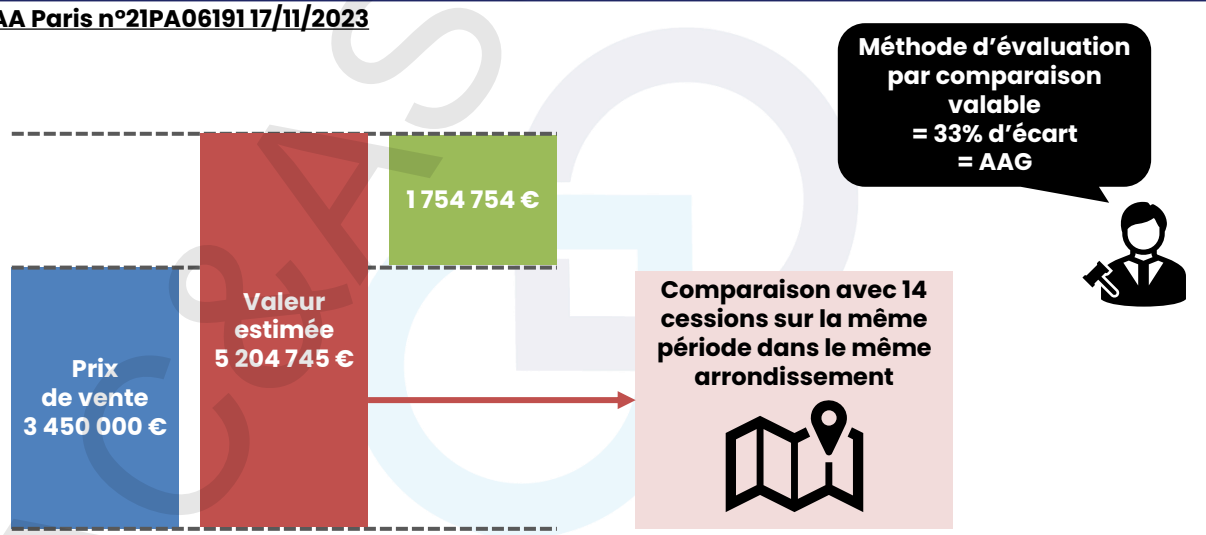
UN ÉCART DE 14,1 % ENTRE LA VALEUR VÉNALE DES TITRES CÉDÉS ET LE PRIX DE CESSION CARACTÉRISE UN ACTE ANORMAL DE GESTION

CE n°466247 07/04/2023



AAG : VENTE À PRIX MINORÉ AVEC UN ÉCART DE 33 % AVEC LA VALEUR RÉELLE SANS CONTREPARTIE

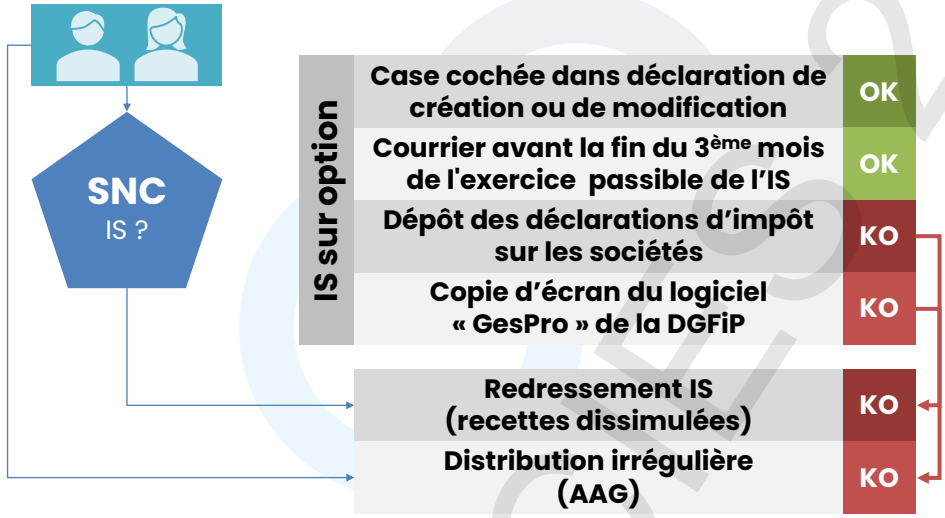
CAA Paris n°21PA06191 17/11/2023



©FAC&ASSOCIES

CONDITIONS DE VALIDITÉ DE L'OPTION POUR L'ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS POUR UNE SNC

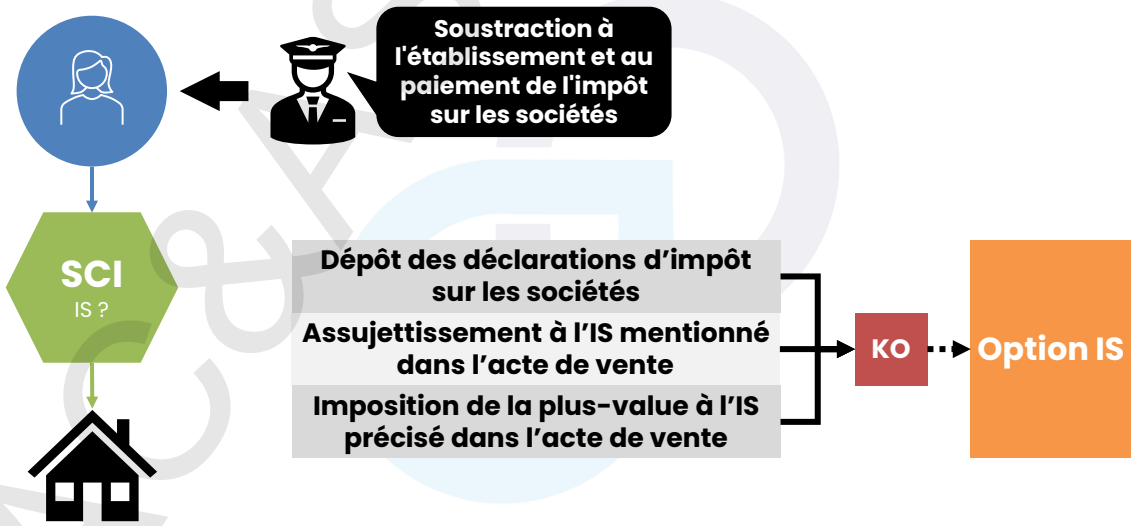
CE n°461268 et n°461270 27/01/2023



83

UNE SCI NE PEUT ÊTRE REGARDÉE COMME AYANT VALABLEMENT EXERCÉ L'OPTION POUR L'ASSUJETTISSEMENT À L'IS

Cass. crim. n°22-82.404 08/03/2023

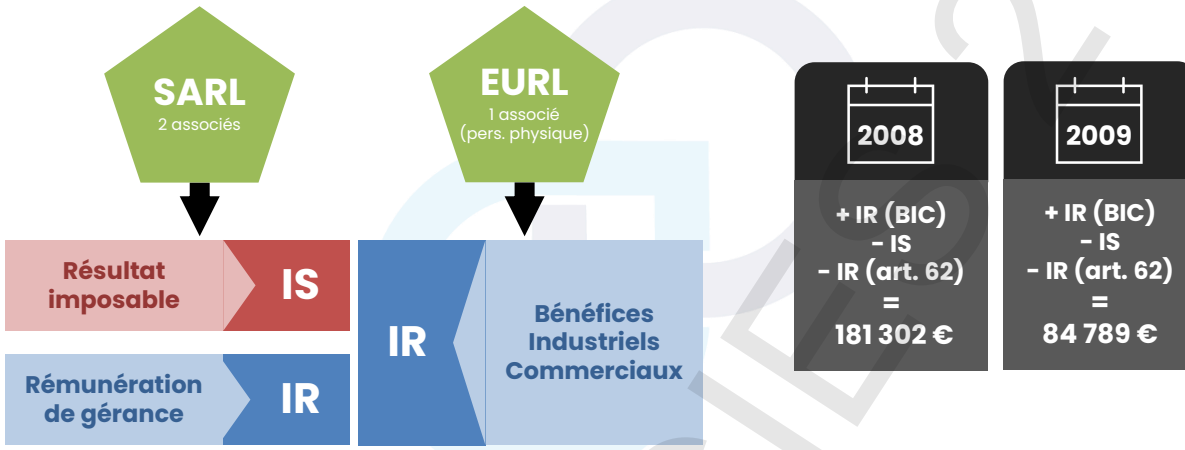


84

©FAC&ASSOCIES

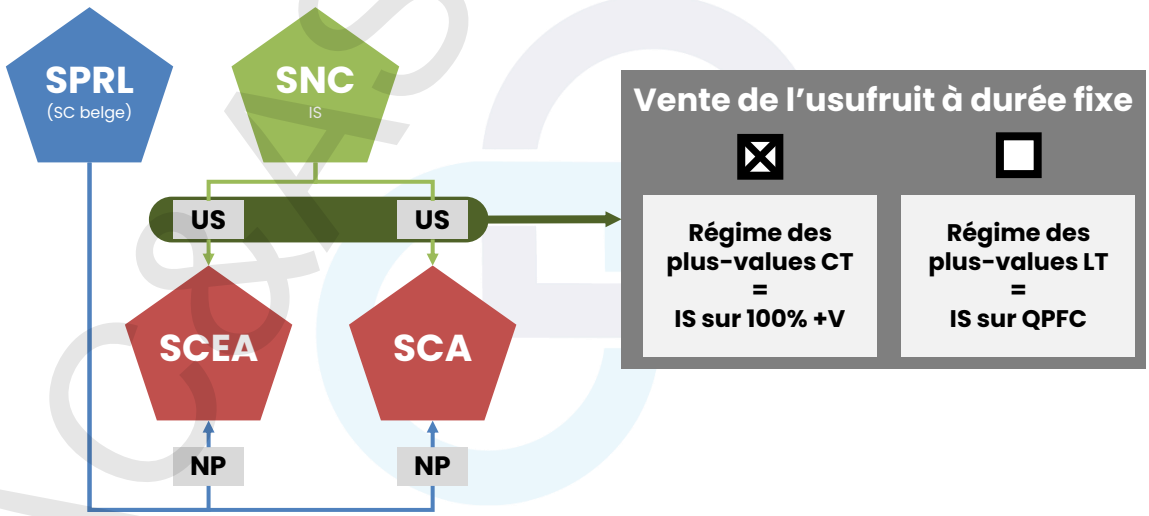
QUAND UNE SARL DEVIENT UNE EURL, ATTENTION AU DEVOIR DE CONSEIL DE L'EXPERT-COMPTABLE FACE AU CHANGEMENT DE RÉGIME FISCAL !

Cass. com. n°20-19.276 05/04/2023



LA PLUS-VALUE DE CESSION DE L'USUFRUIT DE TITRES NE PEUT RELEVER DU RÉGIME D'EXONÉRATION DES TITRES DE PARTICIPATION

CAA Bordeaux n°21BX02251 28/06/2023



©FAC&ASSOCIES

PATRIMOINE PROFESSIONNEL IR

87

EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 238 QUINDECIES À L'INDEMNITÉ COMPENSATRICE DES AGENTS GÉNÉRAUX D'ASSURANCE

LF2024 art. n°20

CGI, 151 septies A
- **Cession à un repreneur**
- **Reprise par la compagnie d'assurance** Indemnité compensatrice

CGI, 238 quindecies
- **Cession à un repreneur**
- **Reprise par la compagnie d'assurance** Indemnité compensatrice

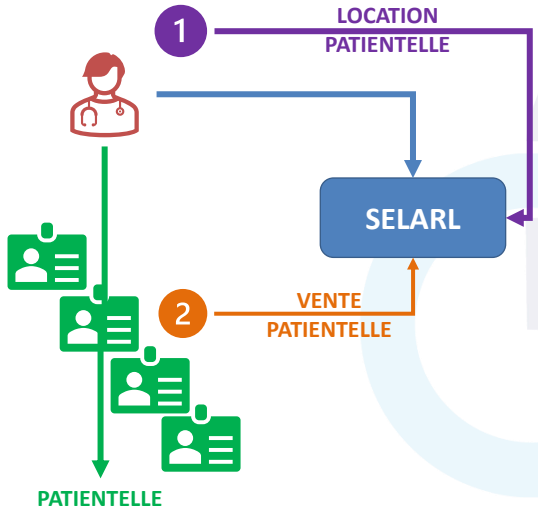
loi de finances pour 2024

88

©FAC&ASSOCIES

LOCATION GÉRANCE ET EXONÉRATION DE LA PLUS-VALUE PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 151 SEPTIES DU CGI

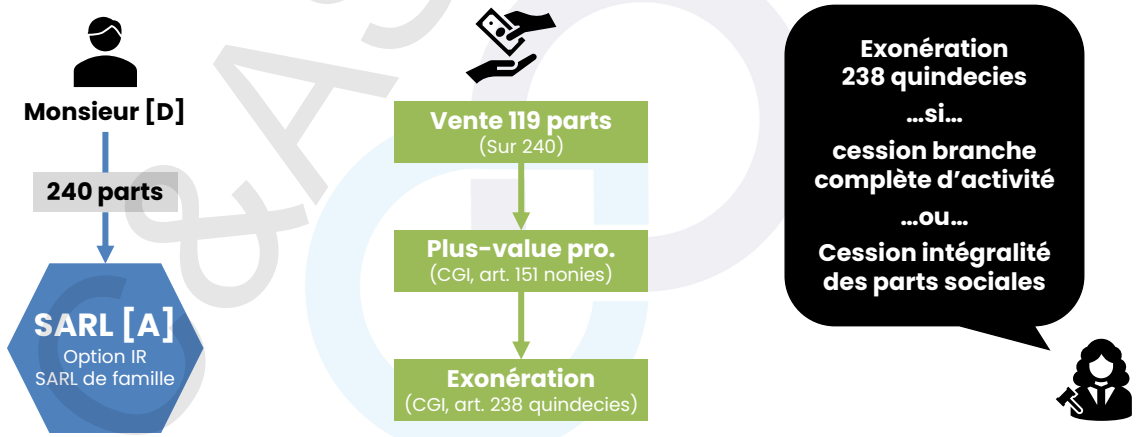
CAA Marseille n°21MA04875 03/03/2023



VENTE D'UNE PATIENTELLE PRECEDEMMENT DONNEE EN LOCATION	
DISPOSITIF APPLICABLE SOUS CONDITIONS	?
151 SEPTIES A	✓
238 QUINDECIES	✓
151 SEPTIES	✗

EXONÉRATION 238 QUINDECIES UNIQUEMENT SI LA TOTALITÉ DES PARTS SONT CÉDÉES

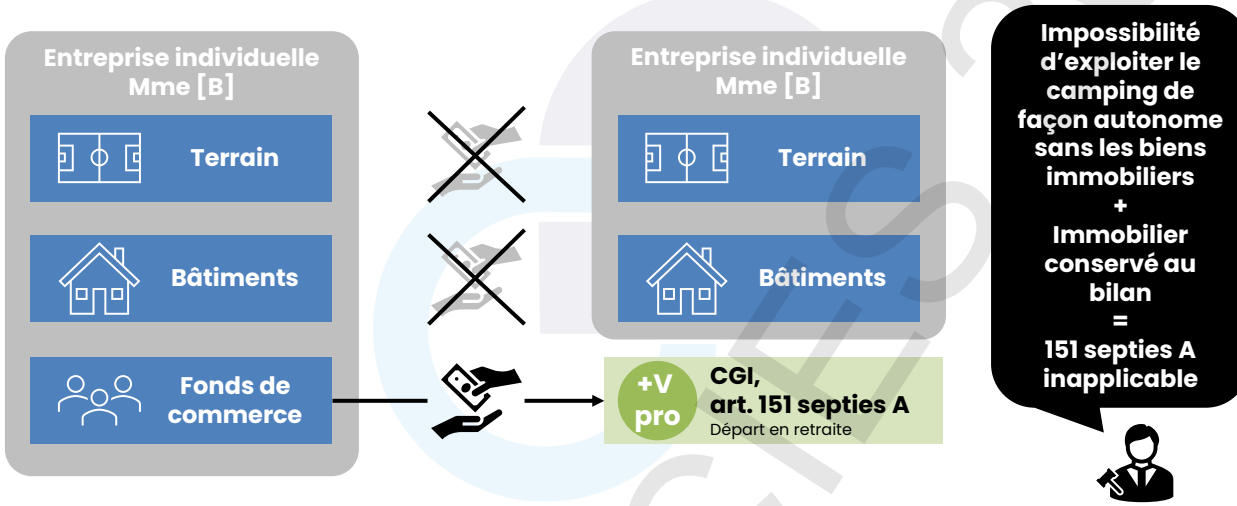
CE n°467294 12/05/2023



©FAC&ASSOCIES

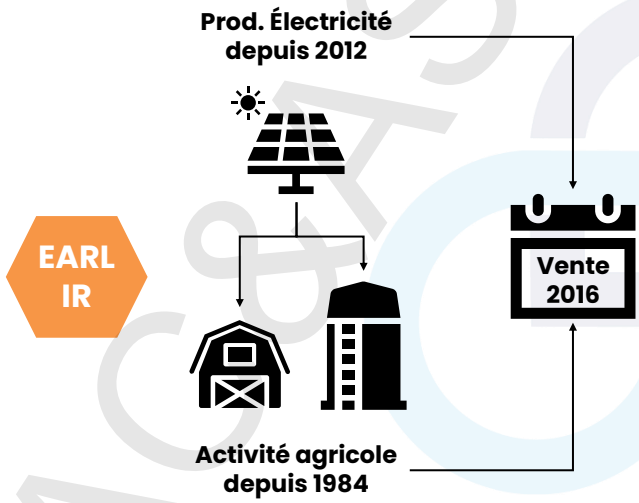
CESSION DES BIENS D'UNE EI ET DÉPART À LA RETRAITE : RÉGIME DE FAVEUR DE L'ARTICLE 151 SEPTIES ET CESSIONS PARTIELLES

CAA Nantes n°21NT02281 31/03/2023



ARTICLE 151 SEPTIES : L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION/VENTE D'ÉLECTRICITÉ PHOTOVOLTAÏQUE EST DISTINCTE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

CE n°462030 et 464949 04/10/2023



Art. L311-1 CRPM
Activité de production d'électricité = activité agricole si issue à +50% de matières provenant de l'exploitation agricole

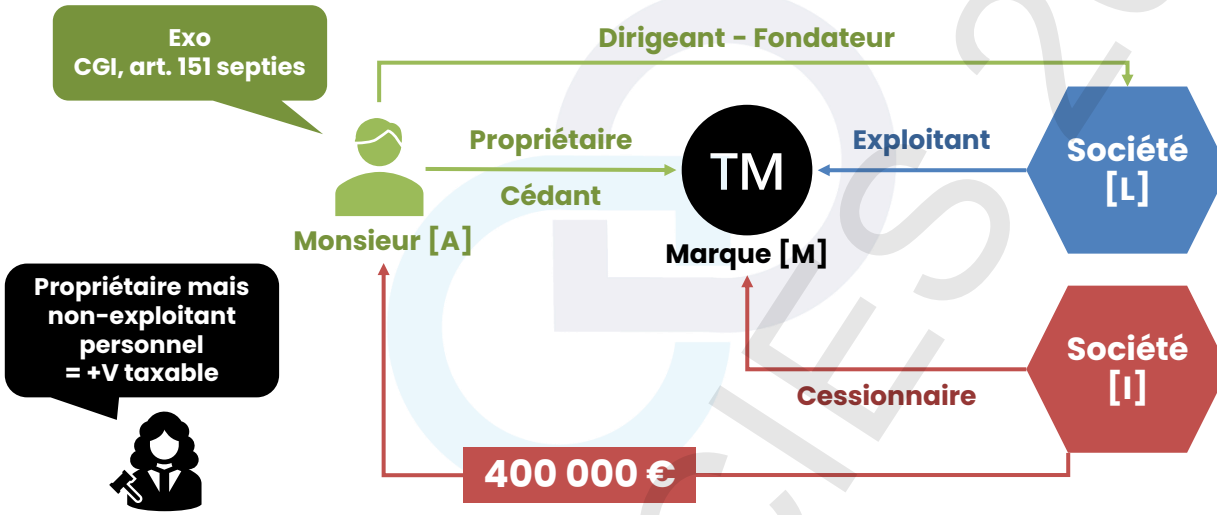
Art. 75-A CGI
Activité de production d'électricité = imposition dans le revenu catégoriel des BA si activité n'excédant pas 50% des recettes totale ni 100 000 €

Art. 151 septies CGI
Activité de production d'électricité ≠ activité agricole
- Activité agricole exonérée
- Activité de production d'électricité imposable

©FAC&ASSOCIES

151 SEPTIES : L'EXPLOITATION DE LA MARQUE CÉDÉE DOIT AVOIR ÉTÉ EXERCÉE À TITRE PROFESSIONNEL PENDANT 5 ANS

CAA Lyon n°22LY02393 07/12/2023



LA MAJORATION POUR NON-ADHÉSION À UN CGA EST UNE VIOLATION DE L'ARTICLE 1ER DU PREMIER PROTOCOLE À LA DÉCLARATION EDH

CEDH n°26604/16 07/12/2023

1979 :
Minoration d'assiette de 20% pour adhésion à une AGA/CGA/OGA

2007 : LF2006
Majoration d'assiette de 25% pour non-adhésion à une AGA/CGA/OGA

2010 : QPC n°2010-16
Respect de la Constitution

2021 : LF2021
Abrogation dégressive de la majoration

2023 : CEDH
Violation de l'article 1 du protocole n°1 à la Convention

©FAC&ASSOCIES

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ FISCALE

FAC&Associés

RETROUVEZ LES PRODUITS DE FAC&ASSOCIÉS

1. Des formations en présentiel A Paris et en province
2. Des formations en distanciel Webinaire eu E-learning
3. Cycle de formation les fondamentaux de la gestion de patrimoine
4. Cycle de formation Accompagnement du dirigeant d'entreprise

Pour plus de renseignements :
https://www.fac-associes.com/

95

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ FISCALE

FAC&Associés

DÉCOUVREZ NOTRE OUTIL FACBOX

L'ACTUALITE PATRIMONIALE
résumée, décryptée et analysée par nos experts

- Newsletter
- Brèves
- Fiches patrimoniales
- Accès à certains webinaires gratuits organisés pour les abonnés

- La pratique de l'ingénierie patrimoniale au quotidien
- Une veille juridique et fiscale
- Des analyses consacrées à l'actualité patrimoniale

96

FAC&ASSOCIES 2024